



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 27 du 2 août 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 août 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	406
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	406
CABINET DU PRÉFET.....	406
Bureau des affaires politiques.....	406
Extrait de l'arrêté du 27 juin 2007 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 14 juillet 2007.....	406
Service interministériel de défense et de protection civile.....	406
Extrait de l'arrêté du 12 juillet 2007 portant agrément d'organisme pour la formation aux 1 ^{er} , 2 ^{ème} degré du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur.....	406
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES.....	406
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	406
Extrait de l'arrêté du 22 juin 2007 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques en vue de la construction d'une nouvelle canalisation de transport de gaz entre Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Toul.....	406
Extrait de l'arrêté du 22 juin 2007 modifiant la composition du groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité dans la commune d'Essey-lès-Nancy.....	406
Extrait de l'arrêté du 27 juin 2007 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation d'un bassin de rétention d'eau fluviale sur le territoire de la Commune de Ville-en-Vermois (Meurthe-et-Moselle) et prononçant la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de l'opération.....	409
Extrait de l'arrêté du 19 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Piennes, Landres, Joudreville et Mont-Bonvillers.....	409
Extrait de l'arrêté du 19 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Thil et Hussigny-Godbrange.....	409
Extrait de l'arrêté du 19 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes d'Andernay, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Trieux, Tucquegnieux et Sancy.....	409
Extrait de l'arrêté du 19 juillet 2007 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) d'inondations de la Meurthe et de ses affluents de Blainville-sur-l'Eau à Laneuveville-devant-Nancy.....	409
Extrait de l'arrêté du 24 juillet 2007 - Autorisation de pénétrer dans les propriétés privées - RN 52 - Mise en statut autoroutier de la section Crusnes-Mexy - Lever topographique de la RN 52 et de ses abords avec re-calculation du plan parcellaire existant - Communes de Brehain-la-Ville, Crusnes, Haucourt-Moulaine, Mexy, Tiercelet et Villers-la-Montagne.....	410
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières.....	410
Arrêté n° OSP0703a du 1 ^{er} août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et à Monsieur Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du trésor public de Meurthe-et-Moselle - Arrêté complétant l'arrêté du 30 juillet 2007.....	410
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique.....	410
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 juin 2007 concernant la création d'un centre commercial à l'enseigne E. LECLERC à Villerupt.....	410
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 juin 2007 concernant l'extension d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne Center Marques à Houdemont.....	410
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 juin 2007 concernant la création d'un magasin de puériculture à l'enseigne Autour de Bébé à Essey-lès-Nancy.....	411
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 27 juin 2007 concernant la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne NETTO à Trieux.....	411
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 27 juin 2007 concernant l'extension d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Dombasle-sur-Meurthe.....	411
Extrait de l'arrêté du 9 juillet 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Nancy-Cugn.....	411
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES.....	411
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.....	411
Extrait de l'arrêté du 4 juillet 2007 autorisant le changement de dénomination du « SIVU du plateau aéronautique » en « SIVU du plateau aéronautique Sainte-Barbe ».....	411
Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2007 autorisant la création d'une extension du cimetière communal de Laneuveville-devant-Nancy.....	411
SOUS-PRÉFECTURE DE BRIEY.....	411
Extrait de l'arrêté du 26 juin 2007 autorisant la modification de l'article 2 des statuts du groupement de communes de la vallée de l'Othain.....	411
SOUS-PRÉFECTURE DE LUNÉVILLE.....	411
Extrait de l'arrêté du 19 juin 2007 arrêtant le budget primitif principal 2007 et le budget annexe de l'assainissement de la commune de Bathelémont-lès-Bauzemont.....	411
Extrait de l'arrêté du 13 juillet 2007 portant mandatement d'office.....	412
SERVICES DECONCENTRÉS DE L'ÉTAT.....	412
DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE STRASBOURG.....	412
Décision du 25 juin 2007 portant délégation de signature à Madame Stéphanie BILGER, adjointe au directeur du centre de détention d'Ecrouves.....	412
AGENCE RÉGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	412
Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 50/07 du 17 juillet 2007 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2007 S.A.S. Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° Finess : 54 0 000478.....	412
Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 51/07 du 17 juillet 2007 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2007 Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy - N° Finess : 54 0 000486.....	412
Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 53/2007 du 17 juillet 2007 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2007 Polyclinique Majorelle à Nancy - N° Finess : 54 0 013224.....	413
Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 54/2007 du 17 juillet 2007 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2007 Polyclinique Majorelle à Nancy - N° Finess : 54 0 013224.....	413
Service actions et établissements de santé.....	413
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/15 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 056 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 014 073.....	413
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/16 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 114 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 312.....	413
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/17 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de FAULX pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 262 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 544.....	413
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/18 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 585.....	414
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/19 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668.....	414
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/20 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 750 721 334 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 726.....	414
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/21 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière SAINT-ÉLOI de Neuves-Maisons pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 437 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 858.....	414

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/22 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au C.O.C.E.E. de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 973	414
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/23 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 003 399 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 270	414
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/24 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 019 726 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 009 701	414
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/25 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 019 007 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 148	415
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/26 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015	415
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/27 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023	415
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/28 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072	415
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/29 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155	415
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/30 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296	416
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/31 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395	416
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/32 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070	416
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/33 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 096	416
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/34 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104	417
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/35 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286	417
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/36 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138	417
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/37 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163	417
Extrait de l'arrêté n° 17 du 27 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Lunéville	418
Extrait de l'arrêté n° 18 du 16 juillet 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont-à-Mousson	418
Extrait de l'arrêté n° 19 du 27 juillet 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont-à-Mousson	418
Extrait de l'arrêté n° 20 du 27 juillet 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Briey	419
Extrait de l'arrêté n° 22 du 27 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration de la maternité régionale de Nancy	419
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE / URCAM DE LORRAINE	420
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 12 juin 2007 - Réseau TRAIT D'UNION - Année 2007	420
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 12 juin 2007 - Réseau EVALOR - Année 2007	420
Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM du 12 juin 2007 - Réseau MEDIGARDE 54 - Année 2007	421
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 12 juin 2007 - Réseau NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC - Année 2007	422
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 13 juin 2007 - Réseau Gériatologique des Pays du Vermois, Sel et Grand Couronné - Année 2007	423
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	424
Service actions et établissements de santé	424
Extrait de l'arrêté du 18 juin 2007 portant modification de numéros de licence d'officines de pharmacie	424
Extrait de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant modification de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-86	424
Service inspection départementale de la santé	424
Extrait de l'arrêté n° 4697 du 12 juin 2007 autorisant la fermeture du dépôt de sang du SINCAL	424
Service solidarité-autonomie	425
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4652 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière du bassin de Longwy	425
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4653 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons	425
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4654 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Toul	425
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4655 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	425
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4656 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey-Lay-Saint-Christophe	425
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4657 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre de moyen séjour de Faulx	425
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4658 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy	426
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4660 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte-Marie à Nancy	426
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4661 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'office d'hygiène sociale de Meurthe et Moselle, 38, rue de Dieuze à Nancy	426
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4662 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Haroué	427
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4663 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt	427
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4664 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman	427
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4668 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles	428
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4673 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite + USLD) du centre de moyen séjour de Faulx	428
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4674 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze	428
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4675 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Lunéville	428
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4677 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Pont-à-Mousson	428
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4678 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » du centre hospitalier de Toul	429
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4679 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière de Baccarat	429

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4680 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et le tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Jœuf	429
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4681 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » du budget annexe « maison de retraite » de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy	429
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4682 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons	429
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4702 du 24 mai 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	429
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4724 du 1 ^{er} juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	430
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4736 du 5 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	430
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4747 du 12 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	430
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4748 du 12 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey les Belles - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	431
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4826 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Bayon - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	431
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4827 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville au Jard - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	431
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4828 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" d'Essey lès Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	432
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4829 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sœur Julie" de Gerbéviller - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	432
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4830 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville la Malgrange - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	432
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4831 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de Longwy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	433
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4832 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars la Tour - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	433
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4833 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	433
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4834 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	434
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4835 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	434
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4836 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	434
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4837 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	435
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4838 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont à Mousson - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	435
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4839 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières aux Salines - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	435
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4840 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaumeix - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	436
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4841 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt Regnieville - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	436
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4842 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Vézelize - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	436
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4843 du 27 juin 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du Centre "Germaine Marchal" de Nancy géré par l'Office d'Hygiène Social de Meurthe et Moselle - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	437
Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4844 du 27 juin 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. de Jarny - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification	437
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT	437
Service aménagement foncier	437
Extrait de l'arrêté du 5 juillet 2007 portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle	437
Service économie agricole et aménagement foncier	438
Extrait de la décision du 11 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Saint-André - Aroffe - Demande d'autorisation d'exploiter n°2185	438
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neufmaisons - Pexonne - Demande d'autorisation d'exploiter n°2239	438
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Grimonviller - Fecocourt - Pulney - Demande d'autorisation d'exploiter n°2090	438
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulney - Demande d'autorisation d'exploiter n°2264	438
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2210	439
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2245	439
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaudeville - Crantenoy - Demande d'autorisation d'exploiter n°2226	439
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaudeville - Crantenoy - Demande d'autorisation d'exploiter n°2238	439
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2089	439
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2256	440
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-aux-Chênes - Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2260	440
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Filières - Demande d'autorisation d'exploiter n°2026	440
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Morville-sur-Seille - Demande d'autorisation d'exploiter n°2121	440
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Courbesseaux - Demande d'autorisation d'exploiter n°2233	440
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Courbesseaux - Demande d'autorisation d'exploiter n°2257	440
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gellenoncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2261	441
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clayeures - Rozelieures - Einvaux - Borville - Demande d'autorisation d'exploiter n°1935	441
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Barbonville - Tanconville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2249	441
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Igney - Demande d'autorisation d'exploiter n°2263	441
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Montauville - Pont-à-Mousson - Demande d'autorisation d'exploiter n°2265	441
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flirey - Limey-Remenauville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2266	441
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Raucourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2211	442
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jarny - Giraumont - Doncourt-lès-Conflans - Demande d'autorisation d'exploiter n°2255	442
Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrey-sur-Madon - Demande d'autorisation d'exploiter n°1591	442
Extrait de l'arrêté DDAF 2007/239/LB/JV du 2 juillet 2007 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle	442
Service environnement - eau	442

Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2007 autorisant le conseil général de Meurthe-et-Moselle à effectuer des travaux temporaires intéressant le lit du ruisseau de Brapêche dans le cadre de la réparation de l'ouvrage de franchissement du cours d'eau à Athienville.....	442
Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2007 abrogeant l'arrêté préfectoral du 13 avril 2000 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de BRIEY soumis au régime de la déclaration préalable.....	443
Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 déclarant d'intérêt général et autorisant les travaux d'aménagements concernant l'écrêtement des crues de l'Ingrassin à Ecrouves.....	443
Service forêt, environnement et développement rural.....	444
Extrait de l'arrêté n° 2007-261 du 21 juin 2007 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Fresnois-la-Montagne.....	444
Décision du 27 juin 2007 de la commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles fixant la première partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier et désignant les estimateurs pour 2007.....	444
Extrait de l'arrêté n° 2007/264 du 12 juillet 2007 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique - période 2007-2013.....	445
Extrait de l'arrêté n° 2007/266 du 4 juillet 2007 relatif à une autorisation de défrichement - Territoire communal de Bertrambois.....	445
Extrait de l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 2007/270 du 12 juillet 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Campagne 2007-2008.....	445
Extrait de l'arrêté n° 2007/271 du 12 juillet 2007 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	446
Extrait de l'arrêté n° 2007/272 du 12 juillet 2007 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	447
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT.....	447
Secrétariat général.....	447
Extrait de l'arrêté n° 2007-01 DDE 54-SG/CM du 15 juin 2007 portant composition des commissions d'appel d'offres pour les marchés passés au nom du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer.....	447
Service ingénierie appui territorial.....	447
Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2007 constatant la liste des communes et des groupements de communes qui peuvent bénéficier de l'assistance technique de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT).....	447
Service transport et sécurité.....	449
Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/021/TBSC du 19 juin 2007 portant réfection de la couche de roulement de l'A33 au droit de l'ouvrage d'art n° A33110 dans le sens Paris-Strasbourg.....	449
Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/023/TBSC du 25 juin 2007 concernant les travaux de réparation de glissières de sécurité – viaduc de la Chiers - RN 52.....	450
Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/025/TBSC du 29 juin 2007 concernant les travaux de vérification de l'ouvrage d'art n° A311/030 sur la bretelle de la « Queue de Chat » - Liaison A31 - RD 611.....	450
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	450
Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" du 15 juin 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.....	450
Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" du 13 juillet 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.....	451
Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" du 13 juillet 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.....	451
Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" du 13 juillet 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.....	451
DIRECTION RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.....	451
Liste des associations de Meurthe-et-Moselle ayant reçu l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 29 mai 2007.....	451
Liste des associations de Meurthe-et-Moselle dont le numéro d'agrément jeunesse et éducation populaire a été retiré après avis de la commission départementale du 29 mai 2007.....	452
Extrait de l'arrêté n° 2007-1/ SJS du 18 juin 2007 portant agrément au titre du volontariat associatif du CRIJ Lorraine.....	453
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE.....	453
Paierie départementale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Annie HOERNER, contrôleur principal.....	453
Paierie départementale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine DIEUDONNÉ, contrôleur principal.....	453
Paierie départementale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Muriel DA SILVA, contrôleur principal.....	453
Trésorerie de Nancy municipale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Dieynaba WADE, inspecteur du trésor public.....	454
Trésorerie de Nancy municipale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Elise MORIN, inspecteur du trésor public.....	454
Trésorerie du centre psychothérapique de Nancy Laxou – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Chantal SAGNIER, contrôleur du trésor.....	454
Trésorerie du centre psychothérapique de Nancy Laxou – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Isabelle LEROY, agent de recouvrement principal du trésor.....	454
TRÉSORERIE GÉNÉRALE.....	455
Délégation de signature – Modifications à compter du mois de mars 2007.....	455
AUTRES SERVICES.....	455
HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTÉ.....	455
Décision du 16 juillet 2007 portant délégation de signature.....	455
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	455
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT.....	455
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques.....	455
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9293 du 7 mars 2007 autorisant la communauté de l'agglomération de Longwy à exécuter des travaux sur la commune de Mexy.....	455
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE.....	455
Extrait de la décision du 31 mai 2007 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant l'analyse statistique des résultats d'une action expérimentale de prévention des maladies parodontales des 30-50 ans dans trois départements.....	455
Extrait de l'acte réglementaire du 20 juin 2007 relatif à l'émission des cartes vitales 2.....	456
Extrait de la décision du 25 juin 2007 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant l'amélioration des pratiques médicales à destination des personnes âgées.....	456
Extrait de la décision du 5 juillet 2007 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la consultation via Internet des droits des assurés du régime agricole à titre expérimental par les établissements hospitaliers.....	456
CENTRE HOSPITALIER DE PONT-À-MOUSSON.....	457
Avis de recrutement sans concours du 20 juillet 2007 dans le corps d'agent d'entretien qualifié.....	457
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	457
Avis de concours sur titres du 24 juillet 2007 en vue du recrutement de 5 préparateurs en pharmacie hospitalière.....	457
CENTRE PSYCHOTHÉRAPIQUE DE NANCY-LAXOU.....	457
Avis de concours sur titres du 4 juillet 2007 en vue du recrutement de 1 conducteur automobile de 1 ^{re} catégorie.....	457
Avis de concours sur titres du 4 juillet 2007 en vue du recrutement de 1 conducteur ambulancier de 2 ^e catégorie.....	457

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

Service interministériel de défense et de protection civile

Circulaire du 2/07/07 relative au Plan VIGIPIRATE - rappel du maintien de la posture "rouge" et mise en oeuvre de certaines mesures du plan VIGIPIRATE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Circulaire du 5/07/07 relative à la semaine européenne de la mobilité

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des étrangers

Circulaire du 13/07/07 relative à l'attestation d'accueil

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire du 28/06/07 relative à l'illégalité quant à la forme des actes des collectivités territoriales

Circulaire du 19/07/07 relative à l'indemnisation du chômage des agents du secteur public

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Circulaire du 10/07/07 relative aux potentiels financiers, coefficients d'intégration fiscale et efforts fiscaux. Dotation globale de fonctionnement 2007

Circulaire du 11/07/07 relative aux informations relatives aux délibérations fiscales à prendre par les collectivités territoriales en 2007 pour application différée

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cabinet du préfet
Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté du 27 juin 2007 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 14 juillet 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur Pascal ALLIOTE 20 rue du Domaine de l'Embanie 54200 TOUL	Monsieur William LOMBARD 218 rue Georges Brassens 54710 LUDRES
Monsieur Lahouri BACHIR 30 rue Saint Louis 54400 LONGWY	Madame Martine LOUVIOT 20 rue de la Reine 54200 MENIL LA TOUR
Monsieur Patrick BIANCHI 34 Grande Rue 54610 ABAUCOURT-SUR-SEILLE	Monsieur Gérard MALIVOIR 28 rue des Boilettes 54200 DOMMARTIN-LES-TOUL
Monsieur Dominique BONAL 2 av. de Lattre de Tassigny 54670 CUSTINES	Madame Nathalie MARMOY 4 rue Paul Claudel 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE
Madame Bernadette BOURION 7 allée des Noyers 54520 LAXOU	Monsieur Jacques PEUDECOEUR 64 rue de Mèze 54700 MONTAUVILLE
Madame Corinne CARETTI 3 rue Etienne Olry 54170 ALLAIN	Monsieur Pascal REITER 18 av. du Gal Leclerc 54600 VILLERS-LES-NANCY
Monsieur Léopold COTENTIN 37 rue de Toronto 54260 LONGUYON	Monsieur Xavier RENARD 18 rue de Laval 54630 RICHARDMENIL
Monsieur Jacques DEYA 28 allée des Fourasses 54520 LAXOU	Monsieur Alain ROEMER 6 bis av. Jean Schoumacker 54300 JOLIVET
Monsieur Alain GOELFF 11 rue Jules Ferry 54510 TOMBLAINE	Monsieur Denis ROTTY 13 rue de Beauséjour 54260 LONGUYON
Madame Catherine HERMENT 3 rue Jules Michelet 54800 JARNY	Monsieur Jean TROJANOWSKI 79 rue de la Mine 54640 TUCQUEGNIEUX
Monsieur Marcel KOMPA 11 rue du Mal Joffre 54240 JOEUF	Monsieur Jean-Luc URBAIN 112 rue Pasteur 54220 MALZEVILLE
Monsieur Pierre LANSELLE 52 rue du 26ème BCP 54700 PONT-A-MOUSSON	Monsieur Alain ZAWADSKI 51 rue du Breuil 54910 VALLEROY
Madame Dominique LEMOINE 37 rue des Mayeux 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY	

Art. 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports.

Nancy, le 27 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté du 12 juillet 2007 portant agrément d'organisme pour la formation aux 1^{er}, 2^{ème} degré du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1^{er} et 2^{ème} degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 12 juillet 2007 :

Partenaire Global Entreprise
17 rue Laurent Bonnevey - 54100 NANCY

Art. 2 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 juillet 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Direction du développement durable et des politiques interministérielles
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 22 juin 2007 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques en vue de la construction d'une nouvelle canalisation de transport de gaz entre Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les agents et mandataires de GRT gaz, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux de piquetage et de topographie nécessaires à l'étude du tracé de la construction d'une nouvelle canalisation de transport de gaz entre Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Toul.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans les communes de Avrainville, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Bouvron, Dieulouard, Francheville, Jezainville, Manoncourt-en-Woëvre, Rogeville, Toul, Tremblecourt, Villers-en-Haye.

Art. 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Art. 3 : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Art. 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Art. 5 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de GRT gaz. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Art. 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Art. 7 : Les maires des communes de Avrainville, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Bouvron, Dieulouard, Francheville, Jezainville, Manoncourt-en-Woëvre, Rogeville, Toul, Tremblecourt, Villers-en-Haye, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Art. 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Art. 9 : Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1^{er} dont chaque maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Art. 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le sous-préfet de Toul, les maires des communes de Avrainville, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Bouvron, Dieulouard, Francheville, Jezainville, Manoncourt-en-Woëvre, Rogeville, Toul, Tremblecourt, Villers-en-Haye et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur départemental de l'équipement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et au directeur de GRT gaz.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 22 juin 2007 modifiant la composition du groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité dans la commune d'Essey-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2005, établissant la composition du groupe de travail créé pour la révision du règlement local de publicité d'Essey-lès-Nancy, est modifié comme suit :

- 1 – MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE
b) Elus locaux – Commune d'Essey-lès-Nancy :
- Mme Colette BEGIN,
- Mme Marie-Catherine SELLIER,

le reste sans changement.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire d'Essey-lès-Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes du groupe de travail et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 27 juin 2007 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation d'un bassin de rétention d'eau fluviale sur le territoire de la Commune de Ville-en-Vermois (Meurthe-et-Moselle) et prononçant la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de l'opération

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique les acquisitions de parcelles à Ville-en-Vermois et les travaux à exécuter en vue de la réalisation d'un bassin de rétention d'eau pluviale ;

Les plans et état parcellaire afférents à cette opération resteront annexés au présent arrêté ;

Les parcelles figurant à l'état parcellaire précité sont déclarées immédiatement cessibles au profit de la CUGN.

Art. 2 : Les parcelles nécessaires à la réalisation de cette opération seront acquises soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, par la CUGN, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Art. 3 : La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation n'est pas accomplie dans un délai de cinq ans à la date de publication du présent arrêté.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le président de la CUGN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par voie d'affiche en mairie de Ville-en-Vermois, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de Ville-en-Vermois, à M. Michel BASLY, commissaire enquêteur, au président du tribunal administratif de Nancy et au directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Piennes, Landres, Joudreville et Mont-Bonvillers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) en cours d'élaboration, est prescrite sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral du 13 septembre 2005 approuvant le plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes, devenu sans objet, est abrogé.

Art. 4 : Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées et au président de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers. Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 juillet 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Thil et Hussigny-Godbrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire des communes de Thil et Hussigny-Godbrange. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral du 22 août 2005 approuvant le plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Thil et Hussigny-Godbrange, devenu sans objet, est approuvé.

Art. 4 : Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées et au président de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers. Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 juillet 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 juillet 2007 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes d'Andernay, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Manciulles, Trieux, Tucquegnieux et Sancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire des communes de Andernay, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Manciulles, Trieux, Tucquegnieux et Sancy. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 prescrivant l'application immédiate, d'une partie des dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) sur une partie du territoire des communes de Andernay, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Manciulles, Trieux, Tucquegnieux et Sancy, devenu sans objet, est abrogé.

Art. 4 : Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées et au président de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers. Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 juillet 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 juillet 2007 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) d'inondations de la Meurthe et de ses affluents de Blainville-sur-l'Eau à Laneuville-devant-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondations de la Meurthe et de ses affluents de Blainville-sur-l'Eau à Laneuville-devant-Nancy est approuvé. Le règlement et ses annexes figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain,
- Le Républicain Lorrain.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Enfin, une copie de l'arrêté sera affichée dans les mairies concernées pendant au moins un mois.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans les mairies concernées, à la direction départementale de l'équipement, en sous-préfecture de Lunéville et à la préfecture.

Art. 3 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes susvisées, au directeur régional de l'environnement et au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'équipement et le maire de la commune susvisée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Nancy, le 19 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 24 juillet 2007 - Autorisation de pénétrer dans les propriétés privées - RN 52 - Mise en statut autoroutier de la section Crusnes-Mexy - Lever topographique de la RN 52 et de ses abords avec re-calcul du plan parcellaire existant - Communes de Brehain-la-Ville, Crusnes, Haucourt-Moulaine, Mexy, Tiercelet et Villers-la-Montagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le caractère d'intérêt général que présente l'opération projetée ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour permettre la mise en statut autoroutier de la section Crusnes-Mexy de la route nationale 52, les personnes du cabinet de géomètres CLERGET, 29 faubourg de Montbéliard à 90000 Belfort, sont autorisées à procéder à des travaux topographiques et des études géotechniques.

Les opérations visées ci-dessus seront effectuées dans les communes suivantes : Brehain-la-Ville, Crusnes, Haucourt-Moulaine, Mexy, Tiercelet et Villers-la-Montagne.

À cet effet, elles pourront dans ces communes pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non, à l'exception de l'intérieur des maisons d'habitation, y planter des balises, y établir des jalons et piquets ou repères et y faire toutes opérations que l'étude du projet rend indispensable.

Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

Art. 2 : Les personnes désignées à l'article 1^{er} seront munies d'une copie du présent arrêté qui devra être présentée à toute réquisition.

Art. 3 : Cette autorisation ne sera valable :

a) pour les propriétés non closes, qu'à l'expiration d'un délai d'affichage de dix jours du présent arrêté en Mairie ;

b) pour les propriétés closes, qu'après un délai de 5 jours à dater de la notification du présent arrêté aux propriétaires intéressés ;

L'accès des maisons d'habitation est interdit.

Art. 4 : Les personnes du cabinet CLERGET sont autorisées à prendre communication des matrices cadastrales et des plans cadastraux déposés dans les mairies susvisées, concernées par l'opération.

Art. 5 : Les maires des communes concernées seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

Les maires prendront en outre les mesures convenables à la conservation des piquets, bornes, signaux et repères, dont la liste et les emplacements auront été notifiés et exerceront à cet égard une surveillance active.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint à tous les agents de la force publique de prêter leur concours aux agents du cabinet CLERGET

Art. 6 : A défaut d'accord amiable entre les propriétaires intéressés et le directeur régional de l'équipement, les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés, champs et récoltes par le personnel chargé des études et travaux seront réglées par le tribunal administratif de Nancy.

Art. 7 : La présente autorisation est valable pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté, mais elle sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'un commencement d'exécution dans les six mois à compter de sa date.

Art. 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 9 : Dès réception, le présent arrêté sera publié et affiché à la diligence des maires dans les communes listées ci-dessus.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par chaque maire à la direction régionale de l'équipement Lorraine.

Les notifications prévues aux articles 3 et 5 du présent arrêté seront également adressées à la direction régionale de l'équipement Lorraine.

Art. 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

■ notifié aux maires des communes suivantes et qui l'afficheront dans leurs communes : Brehain-la-Ville, Crusnes, Haucourt-Moulaine, Mexy, Tiercelet et Villers-la-Montagne,

■ publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

et dont une copie sera adressée au sous-préfet de Briey, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, au directeur départemental de l'équipement, au directeur de l'office national des forêts, à la directrice des archives départementales et à la directrice des services fiscaux.

Nancy, le 24 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° OSP0703a du 1^{er} août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et à Monsieur Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du trésor public de Meurthe-et-Moselle - Arrêté complétant l'arrêté du 30 juillet 2007

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret du 1^{er} août 2003 nommant M. Christian BRUNET en qualité de trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu l'arrêté pris le 30 juillet 2007 par le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général et à Monsieur Alain MAUCHAMP, chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant qu'il n'est pas possible d'appliquer les articles 5 et 8 de l'arrêté susvisé du 30 juillet 2007 en raison de l'absence pour congés de Monsieur Alain MAUCHAMP ;

Considérant la nécessité absolue de continuité de l'action administrative durant cette période de congés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle chargé de l'administration de l'Etat dans le département :

ARRETE

Il est ajouté à l'arrêté susvisé du 30 juillet 2007 l'article unique suivant :

Dispositions transitoires

Durant l'absence de Monsieur Alain MAUCHAMP et jusqu'à la fin de son congé, la délégation de signature prévue aux articles 2, 6 et 7 de l'arrêté susvisé du 30 juillet 2007 sera exercée par Monsieur Jean-François BOYMOND, Trésorier principal, qui pourra subdéléguer sa signature à ses collaborateurs dans les conditions fixées par ledit arrêté.

Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général et le chef des services départementaux du Trésor public de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1^{er} août 2007

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 juin 2007 concernant la création d'un centre commercial à l'enseigne E. LECLERC à Villerupt

Réunie le 12 juin 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée conjointement par la SARL VILDIS, en qualité de future exploitante et la SARL CANTEBONNE, en qualité de future propriétaire et promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un centre commercial de 3500 m² de vente à Villerupt, comprenant un hypermarché à l'enseigne E. LECLERC de 3 000 m² de vente et une galerie marchande de 500 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Villerupt.

Nancy, le 14 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 juin 2007 concernant l'extension d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne Center Marques à Houdemont

Réunie le 12 juin 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL MDG, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 1000 m² de vente d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne Center Marques à Houdemont portant la surface totale de vente à 1985 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Houdemont.

Nancy, le 14 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 12 juin 2007 concernant la création d'un magasin de puériculture à l'enseigne Autour de Bébé à Essey-lès-Nancy

Réunie le 12 juin 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS ESTATE, en qualité de propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de puériculture à l'enseigne Autour de Bébé à Essey-lès-Nancy - ZAC du Tronc qui Fume, de 1000 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Essey-lès-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 14 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 27 juin 2007 concernant la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne NETTO à Trieux

Réunie le 27 juin 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC Norminter Est, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne NETTO à Trieux de 651 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Trieux.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 4 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 27 juin 2007 concernant l'extension d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Dombasle-sur-Meurthe

Réunie le 27 juin 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 296 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Dombasle-sur-Meurthe portant la surface totale de vente à 595 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Dombasle-sur-Meurthe.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 4 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de l'arrêté du 9 juillet 2007 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Nancy-Cugn

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le préfet sera remplacé par le sous-préfet de l'arrondissement de Toul à la présidence de la commission de surendettement de Nancy-Cugn pour la séance du vendredi 3 août 2007.

Art. 2 : Le sous-préfet chargé de mission et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 9 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 4 juillet 2007 autorisant le changement de dénomination du « SIVU du plateau aéronautique » en « SIVU du plateau aéronautique Sainte-Barbe »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la majorité qualifiée requise par l'article L5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le changement de dénomination du « SIVU du plateau aéronautique » en « SIVU du plateau aéronautique Sainte-Barbe » est autorisé.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du SIVU du plateau aéronautique Sainte-Barbe sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2007 autorisant la création d'une extension du cimetière communal de Laneuveville-devant-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La commune de Laneuveville-devant-Nancy est autorisée à créer, sur une superficie de 2100 m², une extension du cimetière communal sur un terrain cadastré sous les références parcellaires AH 13 et AH 14 selon le plan annexé au présent arrêté.

Art. 2 : L'exploitation et l'agencement du cimetière devront s'effectuer conformément aux conclusions de l'étude hydrogéologique :

En l'absence de remblaiement des terrains, les fosses et caveaux ne devront pas excéder une profondeur de 1,50 mètre.

Le délai de rotation des tombes en pleine terre est fixé à 10 ans.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de Laneuveville-devant-Nancy et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le plan annexé est consultable en préfecture à la direction des relations avec les collectivités locales - bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Sous-préfecture de Brie

Extrait de l'arrêté du 26 juin 2007 autorisant la modification de l'article 2 des statuts du groupement de communes de la vallée de l'Othain

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les communes membres se sont prononcées en faveur du projet ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification de l'article 2 - 1^{er} alinéa - des statuts du groupement de communes de la vallée de l'Othain est autorisée comme suit :

« **Art. 2** : Le syndicat intercommunal exercera les compétences suivantes :

- prendre en charge les frais de fonctionnement et d'investissement

. des écoles maternelles et primaires

. de garderie, de cantine scolaire, péri et extra scolaires

de l'ensemble des communes adhérentes, dans le cadre du regroupement pédagogique intercommunal créé ou à créer ; ».

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Brie et le président du groupement de communes de la vallée de l'Othain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Brie, le 26 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Sous-préfecture de Lunéville

Extrait de l'arrêté du 19 juin 2007 arrêtant le budget primitif principal 2007 et le budget annexe de l'assainissement de la commune de Bathelémont-lès-Bauzemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les taux et produits de la fiscalité directe locale sont fixés ainsi qu'il suit :

Libellés	Bases d'imposition	Taux	Produits correspondants
Taxe d'habitation	32 100	6.68 %	2 144
Taxe foncière sur les propriétés bâties	24 000	8.16 %	1 958
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	17 800	16.38 %	2 916
Taxe professionnelle	78 900	8.00 %	6 312

Art. 2 : Le budget primitif principal 2007 de la commune de Bathelémont-lès-Bauzemont est arrêté :

- Pour la section de fonctionnement, à la somme de 64 425 euros en dépenses et 192 179.30 euros en recettes ;

- Pour la section d'investissement, à la somme de 66 475 euros en dépenses et 90 389 euros en recettes.

Les dépenses et recettes des deux sections sont réparties entre les différents chapitres et comptes comme suit :

Section de fonctionnement - Dépenses		
Chapitre 011	Charges à caractère général	12 000.00
Chapitre 012	Charges de personnel et assimilés	1 365.00
Compte 65	Autres charges de gestion	33 744.00
Compte 66	Charges financières	400.00
Compte 67	Charges exceptionnelles	818.00
Compte 023	Virement à la section d'investissement	16 098.00
Total des dépenses de fonctionnement		64 425.00
Section de fonctionnement - Recettes		
Compte 002	Excédent de fonctionnement reporté	127 754.30
Compte 70	Produits des services du domaine	170.00
Compte 73	Impôts et taxes	29 930.00
Compte 74	Dotations et participations	29 575.00
Compte 75	Autres produits de gestion courante	4 750.00
Total des recettes de fonctionnement		192 179.30
Recettes (détail de certains comptes)		
C/ 7311	Contributions directes	13 330.00
C/7343	Taxe sur les pylônes	12 600.00
C/7381	Taxes additionnelles aux droits de mutation	4 000.00
C/7411	DGF – Dotation forfaitaire	11 951.00
C/7412	DSR	1 302.00
C/74832	FDPTP	15 000.00
C/74833 à 835	Allocations compensatrices FDL	1 322.00
Section d'investissement - Dépenses		
Compte 1641	Remboursement d'emprunts et dettes	4 050.00
Compte 165	Dépôts et cautionnements reçus	620.00
Compte 23	Immobilisations en cours	7 500.00
	Restes à réaliser	54 305.00
Total des dépenses d'investissement		66 475.00
Section d'investissement – Recettes		
Compte 001	Résultat reporté	17 756.53
Compte 10222	Dotations, fonds divers : FCTVA	19 366.00
Compte 1068	Dotations, fonds divers	548.47
Compte 13	Subventions d'investissement (Restes à réaliser)	36 000.00
Compte 165	Dépôts et cautionnements reçus	620.00
Compte 021	Virement de la section de fonctionnement	16 098.00
Total des recettes d'investissement		90 389.00

Art. 3 : Le budget 2007 du service assainissement de la commune de Bathelémont-lès-Bauzemont est arrêté :

- Pour la section de fonctionnement, à la somme de 498 euros en dépenses et en recettes ;
- Pour la section d'investissement, à la somme de 500 euros en dépenses et 3 295.87 euros en recettes.

Les dépenses et recettes des deux sections sont réparties entre les différents chapitres et comptes comme suit :

Section de fonctionnement - Dépenses		
Compte 68	Dotations aux amortissements	350.00
Compte 002	Résultat reporté	148.00
Total des dépenses de fonctionnement		498.00
Section de fonctionnement – Recettes		
Compte 70	Ventes	180.00
Compte 74	Subventions d'exploitation	318.00
Total des recettes de fonctionnement		498.00

Section d'investissement – Dépenses		
Compte 23	Dépenses d'équipement	500.00
Total des dépenses d'investissement		500.00
Section d'investissement – Recettes		
Compte 28	Amortissement	350.00
Compte 001	Solde d'exécution	2 945.87
Total des recettes d'investissement		3 295.87

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le maire de Bathelémont-lès-Bauzemont et le chef de poste de la trésorerie d'Einville-au-Jard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 19 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Eric MAIRE

Extrait de l'arrêté du 13 juillet 2007 portant mandatement d'office

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6553 « contingents et participations obligatoires : service d'incendie » du budget 2007 ;

Considérant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Une somme de 11 924 euros correspondant à la contribution financière de la commune de Pierre-Percée au titre du contingent incendie pour 2005 est attribuée au service départemental d'incendie et de secours.

Art. 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6553 « contingents et participations obligatoires : service d'incendie » du budget principal 2007 de la commune de Pierre-Percée.

Art. 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville et le chef de poste de la trésorerie de Baccarat-Badonviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 13 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Eric MAIRE

Délais et Voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Strasbourg

Décision du 25 juin 2007 portant délégation de signature à Madame Stéphanie BILGER, adjointe au directeur du centre de détention d'Ecrouves

Le directeur du centre de détention d'Ecrouves, Christian THIRIAT

Vu le code de procédure pénale notamment son article R.57-8 // R.57-8-1 ;

DECIDE

Délégation permanente de signature est donnée à Madame Stéphanie BILGER, adjointe au chef d'établissement, aux fins de :

- procédure de la commission de discipline
- placement ou prolongation de mise à l'isolement
- courriers administratifs, budgétaires et comptables.

Le directeur du centre de détention d'Ecrouves,
Christian THIRIAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 50/07 du 17 juillet 2007 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2007 S.A.S. Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° Finess : 54 0 000478

La directrice par intérim de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy à 20 100 €, à titre reconductible.

Elle comprend :

- 10 050 € au titre du plan cancer (financement du dispositif d'annonce : 0.5 poste d'I.D.E.) ;
- 10 050 € au titre du plan addictologie (ouverture consultation externe : financement de 0.5 poste d' I.D.E.) ;

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2007. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} juillet 2007, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2007 à décembre 2007	Montant mensuel de la dotation M.I.G.A.C. à verser
6 mois	3 350 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux - C.O. 071 54036 Nancy Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juillet 2007

La directrice de l'agence régionale de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 51/07 du 17 juillet 2007 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2007 Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy - N° Finess : 54 0 000486

La directrice par intérim de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique de Gentilly à Nancy à 97 900 €, à titre reconductible .

Elle comprend, au titre du plan cancer :

- 7 850 € au titre du financement de l'organisation de réunions de concertation pluridisciplinaire (0.5 poste de secrétaire) ;
- 21 250 € au titre du renforcement du dispositif d'annonce (0.5 poste de psychologue et 0.5poste d' I.D.E.) ;

- 68 800 € pour la mise en œuvre de lits de soins palliatifs ;

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2007. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} juillet 2007, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2007 à décembre 2007	Montant mensuel de la dotation M.I.G.A.C. à verser
6 mois	16 317 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 Nancy Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juillet 2007

La directrice de l'agence régionale
de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 53/2007 du 17 juillet 2007 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2007 Polyclinique Majorelle à Nancy - N° Finess : 54 0 013224

La directrice par intérim de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique Majorelle à Nancy à 20 100 €, à titre reductible.

Elle comprend :

- 10 050 € au titre du plan cancer : financement du dispositif d'annonce (0.5 poste d'I.D.E.) ;
- 10 050 € au titre du plan addictologie : financement de la mise en place de consultations tabacologie (0.5 poste d'I.D.E.)

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2007. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} juillet 2007, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2007 à décembre 2007	Montant mensuel de la dotation M.I.G.A.C. à verser
6 mois	3 350 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 Nancy Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juillet 2007

La directrice de l'agence régionale
de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Extrait de l'arrêté A.R.H. n° 54/2007 du 17 juillet 2007 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2007 Polyclinique Majorelle à Nancy - N° Finess : 54 0 013224

La directrice par intérim de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique Majorelle à Nancy à 41 200 €, à titre reductible et pour l'année entière.

Elle finance, au titre du plan périnatalité, (entretien préparation naissance), 1 poste de sage-femme.

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2007, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de janvier 2007 à décembre 2007	Montant mensuel de la dotation M.I.G.A.C. à verser
12 mois	3 434 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 Nancy Cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juillet 2007

La directrice de l'agence régionale
de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/15 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 056 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 014 073

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 71 678 484 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/16 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 114 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 312

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 11 515 329 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/17 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de FAULX pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 262 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 544

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 815 675 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/18 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 585

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 253 733 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/19 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 14 677 082 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/20 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blamont pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 750 721 334 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 726

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blamont est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 687 685 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/21 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de Neuves-Maisons pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 437 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 858

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de Neuves-Maisons est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 933 094 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/22 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au C.O.C.E.E. de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 973

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du C.O.C.E.E. de Flavigny est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 6 741 589 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/23 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 003 399 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 466 691 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/24 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et

versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 019 726 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 009 701

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 36 475 166 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/25 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 019 007 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 148

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 721 576 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/26 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la MATERNITE REGIONALE est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 15 231 482 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 9 135 421 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/27 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 6 404 261 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 969 232 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/28 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de BACCARAT est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 257 044 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 19 693 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/29 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2007 - N°

FINESS Entité juridique 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 10 022 677 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 714 928 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/30 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 4 352 605 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 721 370 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 399 553 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/31 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 718 223 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 535 255 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 116 710 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/32 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 16 804 449 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 7 783 455 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 341 599 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/33 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 17 642 537 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 581 245 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 577 224 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/34 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de JOEUF est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 818 016 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 575 721 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 232 928 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/35 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 13 947 302 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 968 571 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/36 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 154 118 377 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 588 948 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 83 963 646 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 3 693 308 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 1 244 556 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 07/37 du 19 mars 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 10 354 525 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 144 750 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 139 046 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est

notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 17 du 27 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Lunéville

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Lunéville est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Michel CLOSSE, Maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Madame Dominique POPARD, conseillère municipale de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2008,
Madame Thérèse RUELLET, Adjointe au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Lucien SCHERSACH, Adjoint au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Mademoiselle Rachel LE PAIGE, adjointe au maire et représentant la commune de BACCARAT, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Ghislain DEMONET, Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU et représentant de cette ville, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général
Monsieur Philippe FLEURENTIN, conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du conseil régional
Madame Laurence DEMONET, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président et le vice président de la CME
Président : Monsieur le Docteur Henri PIERSON, président de la CME, fin du mandat en mai 2010,
Vice-Président : Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, chirurgien chef de service, fin du mandat en mai 2010.
- 7 Deux autres membres de la CME
Monsieur le Docteur David ROSA, médecin urgentiste, fin du mandat en mai 2010,
Monsieur David PINEY, pharmacien, fin du mandat en mai 2010.
- 8 Un membre de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques
Madame Evelyne GRANDJEAN, cadre de santé en chirurgie, fin du mandat en octobre 2010.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Véronique MALERIAT, IDE, représentante FO, fin du mandat en janvier 2008,
Madame Catherine PARISSET, adjoint administratif, représentant FO, fin du mandat en janvier 2008,
Monsieur Sylvain THOMAS, ambulancier, représentant FO, fin du mandat en janvier 2008.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, fin du mandat en juin 2010,
Monsieur le Docteur Georges GRANGE, médecin généraliste, fin du mandat en décembre 2009,
Madame Nelly MONTCOURTOIS, infirmière libérale représentant le Syndicat des Infirmiers Libéraux, fin du mandat en décembre 2009.
- 11 Trois représentants des usagers
Madame Michelle CHALON, Présidente de l'ADMR d'EINVILLE ARRACOURT, fin du mandat fin juin 2007,
Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54, fin du mandat fin juin 2012,
Monsieur Michel JAMBEL, représentant INES, fin du mandat en décembre 2007.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Madame Véronique MERVELAY, fin du mandat en octobre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n°16 du 26 février 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 juin 2007 La directrice de l'agence régionale
de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 18 du 16 juillet 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont-à-Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont-à-Mousson est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Madame Monique BERNARD, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean BARDIN, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean-Claude FAGNONI, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de MONTAUVILLE, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Guy SOUHAIT, représentant la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général
Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du conseil régional
Monsieur LECLERCQ Philippe, conseiller régional, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président et le vice président de la CME
Président : Madame le Docteur Noëlle CHERY, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2011
Vice-Président : Monsieur le Docteur Eric VINCKEL, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011.
- 7 Deux autres membres de la CME
Madame le Docteur Samira BOUNAAS, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011,
La 4^{ème} personne est en attente de nomination.
- 8 Un membre de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-technique
Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, fin du mandat janvier 2011.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Françoise DENIS, sage-femme, fin du mandat au 31 décembre 2007,
Madame Joëlle SCHOOR, infirmière, fin du mandat au 31 décembre 2007,
Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale, fin du mandat au 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Hubert DARDAIN, personne qualifiée, fin du mandat en juin 2010,
Madame le Docteur Isabelle COURTROT, médecin, fin du mandat en janvier 2010
Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, fin du mandat en janvier 2010.
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat en juillet 2012,
Monsieur Jacques PERSON, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation, fin du mandat en janvier 2008.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 17 du 6 juin 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2007 La directrice de l'agence régionale
de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 19 du 27 juillet 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont-à-Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Madame Monique BERNARD, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean BARDIN, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean-Claude FAGNONI, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de MONTAUVILLE, fin du mandat en mars 2008,

- Monsieur Guy SOUHAIT, représentant la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général
Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
 - 5 Un représentant du conseil régional
Monsieur LECLERCQ Philippe, conseiller régional, fin du mandat en mars 2010.
 - 6 Le président et le vice président de la CME
Président : Madame le Docteur Noëlle CHERY, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2011
Vice-Président : Monsieur le Docteur Eric VINCKEL, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011.
 - 7 Deux autres membres de la CME
Madame le Docteur Samira BOUNAAS, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011,
Madame le Docteur Delphine JACINTHO, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011.
 - 8 Un membre de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-technique
Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, fin du mandat janvier 2011.
 - 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Françoise DENIS, sage-femme, fin du mandat au 31 décembre 2007,
Madame Joëlle SCHOOR, infirmière, fin du mandat au 31 décembre 2007,
Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale, fin du mandat au 31 décembre 2007.
 - 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Hubert DARDAINE, personne qualifiée, fin du mandat en juin 2010,
Madame le Docteur Isabelle COURTROT, médecin, fin du mandat en janvier 2010
Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, fin du mandat en janvier 2010.
 - 11 Trois représentants des usagers
Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat en juillet 2012,
Monsieur Jacques PERSON, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation, fin du mandat en janvier 2008.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 18 du 16 juillet 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 juillet 2007
La directrice de l'agence régionale de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 20 du 27 juillet 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Briey

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Guy VATTIER, maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Monsieur François DIETSCH, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean WOJDACKI, adjoint au maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2008,
Madame Martine BELLARIA, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Madame Marie-Laure KELLNER, adjoint au maire de la ville d'HOME COURT, fin du mandat en mars 2008,
Madame Françoise BERG, adjoint au maire de la ville de JOEUF, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général
Monsieur CORZANI, maire de la ville de JOEUF et conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du conseil régional
Monsieur Christian ECKERT, conseiller régional, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président de la CME
Président : Monsieur Jean-Marie DOLLARD, praticien hospitalier, fin du mandat en mai 2011
- 7 Trois autres membres de la CME
Monsieur Antoine AL HALABY, cardiologue, fin du mandat en mai 2011,
Monsieur Laurent MARTIN, chirurgien, fin du mandat en mai 2011,
Monsieur Jean-Xavier PAUTOT, médecin, fin du mandat en mai 2011.
- 8 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques
Madame Mireille GRANDMAIRE, cadre supérieur de santé, fin du mandat en septembre 2009.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

- Madame Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, maître ouvrier, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Maître Pierre LACROIX, avocat, fin du mandat en juin 2012,
Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en janvier 2009,
Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en janvier 2009.
- 11 Deux représentants des usagers
Monsieur Bernard CREHANGE, administrateur et secrétaire général de la Ligue contre le Cancer-Comité 54, fin du mandat en juin 2012,
Monsieur KEUER Jean-Denis, Président de l'ADMR, fin du mandat en janvier 2008.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Madame Josette EDFRENNES, fin du mandat en 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 19 du 15 juin 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 juillet 2007
La directrice de l'agence régionale de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 22 du 27 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration de la maternité régionale de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Cinq représentants du conseil général
Madame Dominique OLIVER, fin du mandat en mars 2008
Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2008
Monsieur Yves WILLER, fin du mandat en mars 2008
Monsieur Maurice VILLAUME, fin du mandat en mars 2008
Monsieur Jean-François HUSSON, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal
Madame Elisabeth LAITHIER, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil régional
Madame BEZAZ Daouia, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Le président de la CME
Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, Président, Professeur de Pédiatrie, fin de mandat avril 2011.
- 6 Trois autres membres de la CME
Monsieur le Docteur DROULLE Pierre, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011,
Madame le Docteur FRANCK Patricia, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011,
Monsieur le Docteur ROUTIOT Thierry, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011.
- 7 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques
Madame Denise BOISSEAU, cadre médico-technique, fin du mandat en mai 2011.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Guy CORNU, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame DEVAUX Elisabeth, sage femme, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame DURAND Anne-Marie, auxiliaire de puériculture, représentant l'UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY, fin du mandat en juin 2010,
Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat mars 2011,
Monsieur DURAND Michaël, infirmier libéral, représentant les professions paramédicales, fin du mandat en janvier 2009.
- 10 Deux représentants des usagers
Monsieur Rémi DEHAYE, médecin généraliste, représentant le Comité d'Accueil à l'Enfant et d'Aide aux Futures Mères, fin du mandat fin juin 2007,
Madame Thérèse VAUTRIN, représentant « Familles Rurales », fin du mandat en juin 2012.

Madame Josiane NAUMAN en remplacement de Madame RECEVEUR Brigitte, représentant l'Association SYMPHONIE, fin du mandat en janvier 2008.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 21 du 06 juin 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la maternité régionale de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 juin 2007

La directrice de l'agence régionale
de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine / URCAM de Lorraine

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 12 juin 2007 - Réseau TRAIT D'UNION - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine
Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2007

Nom du réseau TRAIT D'UNION
Nom Prénom du promoteur Monsieur Philippe BRACH
Statut professionnel Infirmier Diplômé d'Etat
Adresse 27, rue du Breuil - 54230 Neuves Maisons

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification 960410116
Thème « Soins palliatifs à domicile pour tout patient qui le désire »

Art. 2 modifié : Décision de financement

La présente décision porte le montant de la DRDR 2007 (3^e trimestres - 31/10/07) à 134 631 €

Le promoteur dispose pour 2007 (1^{er} trimestre 07) d'un financement de 191 750 € :

Crédit non consommé au 31/12/2006 : 57 119 €

Le financement total du 01 avril 2004 au 31 octobre 2007 après ajustement s'élève à 675 509 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM / Promoteur.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N+1.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007 3 Trimestres 31/10/07
CHARGE DE PERSONNELS				
SALARIÉS				
Médecin coordonnateur (3/4 ETP)	45.000	)	80 000	60 000
Infirmière (ETP 0.5 en 2004 - 1 en 2005 - 1,5 en 2006)	15.750	)	44.500	33 375
Psychologue (35 €/heure 12h30/mois à c de 2005)	3.750	)	5 250	3 750
Pharmacien (1/4 ETP - 1/8 a c/ de 2005)	7.500	)	3 750	3 000
Secrétaire ½ temps (13%)			2 000	1 500
Assistante sociale (1/5 ETP)			25 500	19 200
FORMATION DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ			18 000	
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
Frais kilométriques	3.750	1 200	8.000	3 750
Autres frais généraux			10 000	10 000
RÉMUNÉRATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES LIBÉRAUX HORS SOINS				
Astreintes médicales (100 € par jour)	27.450	50 250	36 500	27 450
Astreintes téléphoniques				

(50 € par jour) Forfaits de coordination MG, IDE, MK, Pharmacie 40 €	13.725		18 250	13 725
			16 000	16 000
TOTAL	116.925	191 970	267 750	191 750
CRÉDIT N-1 NON CONSOMMÉ		28 148	7 619	57 119
MONTANT DRDR	116 925	163 822	260 131	134 631

Conseil Régional ½ ETP infirmière à compter de 2006 (CIE)

Une secrétaire comptable financée à hauteur de 87% par le CNASEA (CAE)

Art. 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 7 : Non respect des engagements

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, 9, boulevard Joffre - 54000 NANCY, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement modificative entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège de la permanence des soins d'autre part.

Art. 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 12 juin 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 12 juin 2007 - Réseau EVALOR - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2007

Au réseau EVALOR

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Promoteur du réseau

Nom Prénom Professeur Serge BRIANCON
Statut professionnel Professeur des Universités - Praticien Hospitalier
Adresse CHU Nancy-Hôpital MARIN
92 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny -
54000 NANCY

Numéro d'identification 961410256

Thème L'évaluation : Projet s'inscrivant dans la promotion de l'évaluation pour fournir, aux réseaux, aux professionnels de santé et aux établissements de santé adhérant aux réseaux, les outils et les soutiens méthodologiques (dont la formation) indispensables au développement de leur évaluation.

Zone géographique (codes INSEE) : Région Lorraine

Cible Les réseaux, les professionnels de santé et les établissements de santé adhérant aux réseaux.

Art. 2 : Décision de financement

Le financement total accordé à EVALOR est ainsi porté à sur 3 ans du 01 janvier 2005 au 31 décembre 2007 à 211 040 €.

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements des 200 000 € sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR (en €) du 01/01/05 au 31/12/07

Les dépenses de fonctionnement	DRDR 2005	DRDR 2005 Complément de dotation	DRDR 2006	DRDR 2007
Coordination	40 000	15 000	45 000	30 000
Conduite de projet	30 000	10 000	30 000	20 000
Total DRDR	95 000		75 000	50 000
Montant sur consommé en 2006/DRDR 2006				- 8 956
Total DRDR 2007 ajusté du 01/01/05 au 31/12/07				41 044
				211 044

Art. 6 : Engagements du promoteur

Le promoteur d'EVALOR, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A promouvoir et diffuser la culture de l'évaluation auprès des réseaux de santé, des professionnels de santé et établissements de santé adhérant aux réseaux
- A contribuer à la mise en œuvre des activités d'évaluation en apportant un soutien méthodologique en synergie avec l'HAS
- A développer des outils d'évaluation et renforcer les compétences des professionnels impliqués dans le champ de l'évaluation.
- A assurer un rôle « FEDERATEUR » régional de l'évaluation
- A justifier ses dépenses en adressant les pièces comptables à la CPAM de Nancy
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le détail des financements reçus des réseaux, professionnels de santé et des établissements de santé adhérant à EVALOR.
- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Modalités de suivi et d'évaluation

Au plus tard le 31 mars, EVALOR financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (réseaux concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du dossier.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 01 octobre 2007 au plus tard. En

plus du rapport d'activité, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM procéderont à l'évaluation de l'apport du réseau et décideront au regard des résultats d'envisager les conditions de la pérennité du réseau.

Art. 9 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région de Lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 12 juin 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM du 12 juin 2007 - Réseau MEDIGARDE 54 - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement de financer MEDIGARDE 54 pour la permanence des soins du samedi après-midi au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2007

Nom Prénom du promoteur	Docteur Philippe NAUDE
Statut professionnel	Médecin généraliste
Adresse	URMLL – Centre d'Affaires « Les Nations » - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Nom du projet	MEDIGARDE 54
Numéro d'identification	960410041
Thème	« Mettre en œuvre un dispositif permettant l'accès à la population du département de Meurthe et Moselle à la médecine libérale en dehors des heures d'ouverture des cabinets libéraux. Le dispositif repose sur la mise en place d'une nouvelle sectorisation d'un système de régulation des appels téléphoniques ».

Art. 2 : Décision de financement

Le financement est accordé du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2007 dans l'attente d'une prise en charge sur le droit commun

Le financement nécessaire pour la permanence des soins le samedi après midi effectué par deux médecins régulateurs de 12 h à 20 h est de 31 248 € (31 samedis soit 248 h à 63 € / 2 médecins)

Cette décision porte le financement total de MEDIGARDE 54 à :

433 392 € du 4 décembre 2003 au 31 décembre 2007.
(375 936 € du 4/12/03 au 31/12/06 + 26 208 € du 01/01/07 au 30/06/07 + 31 248 € du 01/07/07 au 31/12/07)

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM / Promoteur

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du CSS.

Le règlement forfaitaire du médecin régulateur sur la base de 3 C 63 € par heure de régulation est versé à la structure gestionnaire du réseau.

Art. 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 7 : Non respect des engagements pris par le projet

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, 9, boulevard Joffre – 54000 NANCY, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du projet d'autre part.

Art. 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 12 juin 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 12 juin 2007 - Réseau NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DÉCIDENT

conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2007

Nom du réseau NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC

représenté par son promoteur

Nom Prénom Professeur Michèle KESSLER
Statut professionnel Professeur des Universités - Praticien hospitalier -
Chef de Service de Néphrologie du CHU de Nancy
Allée du Morvan - 54511 Vandœuvre Cedex

Adresse

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification 960410272

Thème Améliorer la participation des médecins néphrologues et généralistes au suivi à domicile des insuffisants rénaux traités par transplantation rénale grâce à un outil informatisé au cours des six mois qui suivent la réalisation de la transplantation. Un système de prévention et de dépistage des anomalies survenant après la transplantation sera développé.

Art. 2 modifié : Décision de financement

La présente décision porte le montant de la DRDR 2007 à 0.00 €.

Le réseau doit reverser à la CPAM de Nancy le montant de 55 188 €

Le promoteur dispose d'un financement 2007 de 46 965 €

- DRDR 2007 : 0.00 €

- Crédit non consommé 2006 : 102 163 €

- A reverser à la CPAM de Nancy : 55 188 €

Le financement total du 12/07/2005 au 31/12/2007 après ajustement s'élève à 253 851 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR du 12/07/05 au 31/12/07

	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT	173 610	63 000	7 180
FONCTIONNEMENT			
SYSTÈME D'INFORMATION		121 074	
CHARGE DE PERSONNELS Installateur (formation et installation informatique chez le patient)	8.750	41 858	17.500
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			
FRAIS GÉNÉRAUX	3.737		12.285
FORMATION	7.754		
EVALUATION		13 569	10 000
TOTAL	193 851	239 501	46 965
DRDR VERSÉE		- 23 810	
CRÉDIT NON CONSOMMÉ DRDR N- 1		- 193 851	- 102 163
TROP PERÇU - À REVERSER À LA CPAM		+ 38 160	55 198
DRDR	193 851	60 000	0.00

Financement ARH à compter du 01 octobre 2006 pour un 0.5 ETP de Praticien Hospitalier.

Art. 6 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 7 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du

réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, le 12 avril 2008, au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 8 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 9 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 12 juin 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 13 juin 2007 - Réseau Gériatologique des Pays du Vermois, Sel et Grand Couronné - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

D E C I D E N T

conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau gériatologique des Pays du Vermois, Sel et Grand Couronné au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2007

représenté par son promoteur

Nom Prénom	Docteur Paolo Di PATRIZIO
Statut professionnel	Médecin généraliste
Adresse	24 rue Gabriel Péri - 54110 Dombasle sur Meurthe

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Nom du réseau	Gériatologique des Pays du Vermois, Sel et Grand Couronné
Numéro d'identification	960410264

Thème Coordonner, fédérer et promouvoir les moyens sanitaires et médico-sociaux existants pour améliorer, en assurant sa continuité, la prise en charge des personnes âgées en situation de vulnérabilité dans le bassin de vie du pays du Sel, du Vermois et du Grand Couronné.

Caisses d'assurance maladie concernées : La Caisse Primaire de Nancy, la Mutualité Sociale Agricole, l'Assurance Maladie des Professions Indépendantes (CMR), l'URSSME

Art. 2 modifié : Décision de financement

La présente décision porte la DRDR 2007 à 49 466.00 €

Le promoteur dispose d'un financement 2007 de 71 577.00 € :

- DRDR 2007 : 49 466.00 €

- Crédit non consommé au 31/12/2006 : 22 111.00 €

Le financement total ajusté du 12/07/05 au 31/12/07 est porté à 123 081.50 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les

informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR du 12/07/05 au 31/12/07

	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007	DRDR 2008 PREVISION
EQUIPEMENT				
FONCTIONNEMENT				
CHARGE DE PERSONNELS SECRETAIRE ½ TEMPS COORDONNATEUR 1ETP (IDE)	5 000 14 000	15.300 40.800	15.600 41 600	10 400 27 740
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
FORMATION				
EVALUATION				
REMUNERATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES LIBÉRAUX HORS SOINS RÉUNION COORDINATION MÉDECIN LIBÉRAUX 2C RÉUNION DE COORDINATION IDE AMI6.5	800	3.000 188.5	4.000 377	2 800 263.90
PARTICIPATION AUX COLLEGES DES GERIATRES LORRAINS		10 000	10 000 (report 2006)	
TOTAL	19 800	69 288.5	71 577	41 203.9
CRÉDIT NON CONSOMMÉ AU 31/12/N-1		15 473	22 111	
DRDR		53 815.50	49 466	

Convention de mise à disposition avec l'hôpital de St Nicolas pour un mi temps de secrétariat

Art. 6 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation. Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, le 1^{ER} AVRIL 2008 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 9 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 13 juin 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales *Service actions et établissements de santé*

Extrait de l'arrêté du 18 juin 2007 portant modification de numéros de licence d'officines de pharmacie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que pour pouvoir être utilisés dans le nouveau traitement informatique mis en place, les numéros de licence des officines de pharmacie doivent être référencés selon le format défini par la circulaire susvisée ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : La numérotation des licences des officines de pharmacie de Meurthe-et-Moselle, figurant dans le tableau ci-annexé, est annulée et remplacée selon les modalités précisées dans ce même tableau ;

Art. 2 : Cette décision sera portée à la connaissance des pharmaciens titulaires des officines considérées ;

Art. 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, à la présidente du conseil régional de l'ordre des pharmaciens et aux syndicats représentatifs des pharmaciens d'officine.

Nancy, le 18 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Annexe

Tableau des modifications de numéros de licence

Ancien numéro de licence	Date de la licence	Raison sociale et adresse de l'officine	Nouveau numéro de licence
261	27 février 1958	Pharmacie KRAFFT 32 rue de Nancy 54280 BRIN-SUR-SEILLE	54#001045
261	22 mars 1958	Pharmacie HENN-HENRY 6 rue de Lorraine 54360 DAMELEVIERES	54#001046

326	7 juillet 1966	Pharmacie COLLINET 317 avenue du Maréchal Joffre 54200 ECROUVES	54#001047
326	24 novembre 1966	Pharmacie JACQUOT Avenue de la Mine 54490 JOUDREVILLE	54#001048
389	8 août 1974	Pharmacie POMMIER 8 rue de Saint-Martin 54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	54#001049
389	9 octobre 1974	Pharmacie NONN-HANTELLE Boulevard de l'Europe 54500 VANDEOEUVRE-LES-NANCY	54#001050
483	27 avril 1995	Pharmacie KLEIN 1 place Maréchal Foch 54310 HOMECOURT	54#001051
483	18 mars 1994	Pharmacie BLOCH 2 résidence du bourg 54425 PULNOY	54#001052

Extrait de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant modification de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-86

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : L'arrêté du 17 janvier 2005 portant autorisation de fonctionnement, sous le n° 54-86, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 33 rue des Cités Basses à Joeuf (54240) est modifié comme suit à compter du 14 mai 2007 :

Directeur :

Monsieur Richard ISRAEL, Pharmacien biologiste pour les actes de : biochimie, hématologie, bactériologie, immunologie, parasitologie, mycologie, prélèvements sanguins.

Directeur adjoint :

Monsieur Philippe WEBER, Pharmacien biologiste pour les actes de : biochimie, hématologie, bactériologie, immunologie, parasitologie, mycologie, prélèvements sanguins.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur Richard ISRAEL, Monsieur Philippe WEBER, au directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, au directeur régional des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie, au maire de JOEUF, au président de l'ordre national des pharmaciens (section G), au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY, à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de LONGWY et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 6 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Service inspection départementale de la santé

Extrait de l'arrêté n° 4697 du 12 juin 2007 autorisant la fermeture du dépôt de sang du SINCAL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la Clinique de Traumatologie et d'Orthopédie est désormais intégrée au sein du Syndicat Inter-Hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), établissement public chargé d'une mission de soins créé par arrêté du 18 mai 2001 et entré juridiquement en fonction le 1^{er} août 2002 ;

Considérant l'avis formulé en date du 8 février 2007 par les membres du comité de sécurité transfusionnelle siégeant à la sous commission spécialisée de la CME du SINCAL demandant la suppression du dépôt de sang sur le site de la rue Hermite ;

Considérant l'avis formulé par la CME du SINCAL en date du 27 février 2007 entérinant l'avis de la sous commission spécialisée ;

Considérant la demande de suppression du dépôt de sang relais du SINCAL, présentée par le coordonnateur d'hémovigilance de la région lorraine en date du 20 avril 2007, que le dépôt de sang « relais » peut engendrer des dysfonctionnements majeurs comme l'inversion de produits sanguins labiles (PSL) et que ce passage intermédiaire n'est plus justifié à l'heure actuelle (chirurgie moins invasive, techniques plus sophistiquées, actes relativement courts, quasi-disparition de la transfusion autologue programmée) ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : Le dépôt de sang de la Clinique de Traumatologie et d'Orthopédie de Nancy est fermé à compter du 1^{er} avril 2007.

Art. 2 : La présente décision est notifiée sous pli recommandé avec accusé de réception au secrétaire général du SINCAL, à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, à l'Etablissement Français du Sang Champagne-Lorraine.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meurthe-et-Moselle et le secrétaire général du SINCAL sont chargés, chacun

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 12 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service solidarité-autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4652 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière du bassin de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Association Hospitalière du Bassin de Longwy à MONT ST MARTIN :
N° FINESS (EJ) 54 000 0866

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :
- Dotation globale de soins : 582 668,38 €
- Prix de journée de soins : 30,55 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le président de l'AHBL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4653 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Association Hospitalière St Eloi à NEUVES MAISONS :
N° FINESS (EJ) 54 000 0437

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :
- Dotation globale de soins : 315 111,42 €
- Prix de journée de soins : 30,29 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le président de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4654 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Centre Hospitalier de TOUL : N° FINESS (EJ) 54 000 0049

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :
- Dotation globale de soins : 341 649,76 €
- Prix de journée de soins : 33,93 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Toul sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4655 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT :
N° FINESS (EJ) 54 000 0114

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :
- Dotation globale de soins : 649 063,46 €
- Prix de journée de soins : 41,70 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et la directrice du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4656 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey-Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Hôpital Local Intercommunal de POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE :
N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :
- Dotation globale de soins : 386 297,55 €
- Prix de journée de soins : 35,22 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et la directrice de l'hôpital local intercommunal de Pompey - Lay-Saint-Christophe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4657 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre de moyen séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Centre de Moyen Séjour de FAULX : N° FINESS (EJ) 54 000 0262

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :
- Dotation globale de soins : 215 198,65 €
- Prix de journée de soins : 31,19 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre de moyen séjour de

Faulx sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.
Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4658 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : A.L.S.A.D.- 2 bis, rue Saint Odile – 54600 VILLERS LES NANCY N° FINESS : 54 000 5329 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 702,90	1 038 218,14
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	891 231,42	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	104 283,82	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 036 868,14	1 038 218,14
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 350,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. ~~compte 11510~~ ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

- la dotation globale de soins est fixée à 1 036 868,14 Euros,
- le prix de journée de soins est fixé à 32,40 Euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président de l'association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est et à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4660 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte-Marie à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD - Centre de soins Sainte Marie - 28, rue de la primatale - 54000 NANCY - N° FINESS : 54 005 345 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 050,00	351 657,01
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	323 853,01	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	16 754,00	
	Déficit	0,00	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	323 357,01	351 657,01
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	25 300,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	3 000,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. ~~compte 11510~~ ou compte 11519 pour un montant de : 0,00 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

- la dotation globale de soins est fixée à 323 357,01 euros,
- le prix de journée de soins est fixé à 29,56 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la directrice du centre de soins Sainte Marie, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est et à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4661 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'office d'hygiène sociale de Meurthe et Moselle, 38, rue de Dieuze à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD - 38, rue de Dieuze - 54000 - NANCY – géré par l'O.H.S., 1, rue du Vivarais – 54519 - VANDOEUVRE LES NANCY N° FINESS : 540 003 175 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	142 646,93	1 183 899,33
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 036 483,40	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4 769,00	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 183 899,33	1 183 899,33
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. ~~compte 11510~~ ou compte 11519 pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

- la dotation globale de soins est fixée à 1 183 899,33 euros,
- le prix de journée de soins est fixé à 35,98 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la présidente de l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle, gestionnaire du service, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est et à la caisse d'assurance maladie

chargée de verser le tarif.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4662 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD DE L'ASAPA - 7 rue Général Pouget - 54740 - HAROUÉ N° FINESS : 54 001 256 4 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 276,10	299 265,36
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	222 435,46	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 553,80	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	299 265,36	299 265,36
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

- la dotation globale de soins est fixée à 299 265,36 euros,
- le prix de journée de soins est fixé à 37,27 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président de l'association « A.S.A.P.A. » à Haroué, gestionnaire du service, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est et à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4663 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD DE BRIEY-HOMECOURT, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine – 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX N° FINESS : 54 001 2762 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	75 492,48	475 714,82
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	390 707,54	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	9 514,80	
	Déficit	0,00	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	475 714,82	475 714,82
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

- la dotation globale de soins est fixée à 475 714,82 Euros,
- le prix de journée de soins est fixé à 35,94 Euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la SSM Fer et Sel de Lorraine, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est et à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4664 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD D'AUDUN-LE-ROMAN, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine – 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX N° FINESS : 54 000 4166 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	87 617,00	551 955,71
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	451 808,71	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	12 530,00	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	551 955,71	551 955,71
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

- la dotation globale de soins est fixée à 551 955,71 Euros,
- le prix de journée de soins est fixé à 36,66 Euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la SSM Fer et Sel de Lorraine, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est et à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4668 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD - 4, rue de la gare - 54170 COLOMBEY-LES-BELLES
N° FINESS EJ : 54 000 210 2 - N° FINESS ET : 54 000 727 5
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54 256,31	340 296,25
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	267 714,63	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18 325,31	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	340 296,25	340 296,25
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

- la dotation globale de soins est fixée à 340 296,25 euros,
- le prix de journée de soins est fixé à 36,91 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la présidente du GIP « Bien vieillir au Pays de Colombey et du sud Toulousain » gestionnaire du service, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est et à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4673 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite + USLD) du centre de moyen séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre de moyen séjour de Faulx : N° FINESS (EJ) 54 000 026 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 663 361 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 38,69 €

pour les GIR 3 et 4 : 28,58 €

pour les GIR 5 et 6 : 18,47 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre de moyen séjour de

Faulx sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4674 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Dotation globale de financement « soins » : 1 090 106 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 32,11 €

pour les GIR 3 et 4 : 24,72 €

pour les GIR 5 et 6 : 17,34 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de l'hôpital local intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4675 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de LUNEVILLE :

N° FINESS (EJ) 54 000 008 0

Dotation globale de financement « soins » : 2 187 317 €

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 42,24 €

pour les GIR 3 et 4 : 32,18 €

pour les GIR 5 et 6 : 22,13 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4677 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON :

N° FINESS (EJ) 54 000 001 6

Dotation globale de financement « soins » : 890 631 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 36,83 €

pour les GIR 3 et 4 : 27,30 €
pour les GIR 5 et 6 : 18,26 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4678 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » du centre hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 004 9

Dotation globale de financement « soins » : 881 811 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 33,60 €
pour les GIR 3 et 4 : 25,74 €
pour les GIR 5 et 6 : 17,89 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4679 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

Dotation globale de financement « soins » : 808 801 €

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 31,28 €
pour les GIR 3 et 4 : 25,38 €
pour les GIR 5 et 6 : 19,48 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et la présidente de la maison hospitalière de Baccarat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4680 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Joëuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes

âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière de JOEUF :

N° FINESS (EJ) 54 000 088 2

Dotation globale de financement « soins » : 702 281 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,25 €
pour les GIR 3 et 4 : /
pour les GIR 5 et 6 : /

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et la directrice de l'association hospitalière de Joëuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4681 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » du budget annexe « maison de retraite » de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et le tarif journalier de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 012 2

Dotation globale de financement « soins » : 254 121 €

Tarif journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 32,93 €
pour les GIR 3 et 4 : 26,01 €
pour les GIR 5 et 6 : 19,10 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4682 du 19 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Dotation globale de financement « soins » : 198 502 €

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 41,73 €
pour les GIR 3 et 4 : 36,75 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le président de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4702 du 24 mai 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" 34 Rue de Saulxures – 54425 PULNOY
N° FINESS : 54 000 4512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 800,00	697 511,15
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	629 950,77	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 707,77	
	Déficit reporté	48 052,61	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	697 511,15 arrondi à 697 511,00	697 511,15
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 48 052,61 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à : 697 511 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,33 €

GIR 3 et 4 : 24,14 €

GIR 5 et 6 : 15,96 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 24 mai 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4724 du 1^{er} juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" 50 Rue de la Gare – 54710 LUDRES
N° FINESS : 54 000 3142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 997,13	1 016 477,66
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	982 480,53	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 000,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 014 018,56 arrondi à 1 014 019,00	1 016 477,66
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 459,10	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 459,10 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à : 1 014 019 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,18 €

GIR 3 et 4 : 20,30 €

GIR 5 et 6 : 12,42 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 1^{er} juin 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4736 du 5 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" 29 Rue Louis Quinquet – 54260 LONGUYON
N° FINESS : 54 000 0791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 500,00	497 529,83
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	468 654,83	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 375,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	497 529,83 arrondi à 497 530,00	497 529,83
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON est fixée à : 497 530 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,81 €

GIR 3 et 4 : 17,85 €

GIR 5 et 6 : 11,88 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON.

Nancy, le 5 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4747 du 12 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" 53 Rue du Général Hoche – 54000 NANCY
N° FINESS : 54 000 2656
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 000,00	490 422,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	482 680,06	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 742,08	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	457 765,74 arrondi à 457 766,00	490 422,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	30 000,00	
	Excédent reporté	2 656,40	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 656,40 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY est fixée à : 457 766 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,23 €
GIR 3 et 4 : 25,16 €
GIR 5 et 6 : 8,88 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY.

Nancy, le 12 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4748 du 12 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colomby les Belles - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" 2 Rue de la Gare – 54170 COLOMBEY LES BELLES

N° FINESS : 54 001 2994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 291,00	434 232,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	392 636,75	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 153,57	
	Déficit reporté	36 150,97	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	394 232,29 arrondi à 394 232,00	434 232,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	40 000,00	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 36 150,97 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY LES BELLES est fixée à : 394 232 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,30 €
GIR 3 et 4 : 23,04 €
GIR 5 et 6 : 15,78 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY LES BELLES.

Nancy, le 12 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4826 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Bayon - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" 23 Grande Rue – 54290 BAYON

N° FINESS : 54 000 3134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 724,22	1 521 556,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 478 830,46	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 704,42	
	Déficit reporté	11 297,33	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 521 556,43 arrondi à 1 521 556,00	1 521 556,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 11 297,33 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON est fixée à : 1 521 556 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,03 €
GIR 3 et 4 : 27,90 €
GIR 5 et 6 : 17,77 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4827 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville au Jard - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" 9 Rue du Puits Gros Yeux –
54370 EINVILLE AU JARD
N° FINESS : 54 001 3315
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 110,00	219 811,08
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	213 146,71	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 554,37	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	163 619,98 arrondi à 163 620,00	219 811,08
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	56 191,10	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 56 191,10 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE AU JARD est fixée à : 163 620 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,93 €

GIR 3 et 4 : 13,54 €

GIR 5 et 6 : 8,14 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE AU JARD.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4828 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" d'Essey lès Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" 2 Rue de Dommarmont – 54270 ESSEY LES NANCY

N° FINESS : 54 000 8703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 763,00	759 011,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	742 064,23	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 184,29	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	759 011,52 arrondi à 759 012,00	759 011,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Joseph" de ESSEY LES NANCY est fixée à : 759 012 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,56 €

GIR 3 et 4 : 18,66 €

GIR 5 et 6 : 12,77 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4829 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sœur Julie" de Gerbéviller - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sœur Julie" – 14 rue Maurice Barrès – 54830 GERBEVILLER

N° FINESS : 54 000 2573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 542,00	882 935,01
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	856 357,33	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 035,68	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	870 505,23 arrondi à 870 505,00	882 935,01
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	12 429,78	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 12 429,78 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Sœur Julie" de GERBEVILLER est fixée à : 870 505 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,82 €

GIR 3 et 4 : 21,96 €

GIR 5 et 6 : 13,10 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sœur Julie" de GERBEVILLER.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4830 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville la Malgrange - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la sections soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois" – 25 Avenue du Général de Gaulle 54140 JARVILLE

N° FINESS : 54 001 2838
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 645,31	283 797,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	264 292,19	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	860,20	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	265 607,43 arrondi à 265 607,00	283 797,70
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 780,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	13 410,27	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 13 410,27 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Le Haut de Lincourt" de JARVILLE LA MALGRANGE est fixée à : 265 607 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,37 €
GIR 3 et 4 : 13,86 €
GIR 5 et 6 : 7,21 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4831 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de Longwy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Louis" 2 Rue Saint Louis – 54400 LONGWY
N° FINESS : 54 000 2607

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 000,00	576 706,46
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	548 052,46	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	23 654,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	576 706,46 arrondi à 576 706,00	576 706,46
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à : 576 706 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,85 €

GIR 3 et 4 : 16,14 €

GIR 5 et 6 : 10,43 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4832 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars la Tour - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Dominique" 70 Rue de Metz – 54800 MARS LA TOUR
N° FINESS : 54 000 2615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 936,00	559 144,74
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	526 897,13	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 311,61	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	556 387,04 arrondi à 556 387,00	559 144,74
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 757,70	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 757,70 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à : 556 387 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,04 €
GIR 3 et 4 : 24,72 €
GIR 5 et 6 : 15,39 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS LA TOUR.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4833 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Maison" 52 Rue des Jardiniers – 54000 NANCY
N° FINESS : 54 000 4520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 000,00	926 088,93
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	903 316,53	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 772,40	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	903 924,38 arrondi à 903 924,00	926 088,93
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	500,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	21 664,55	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 21 664,55 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à : 903 924 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,71 €

GIR 3 et 4 : 16,23 €

GIR 5 et 6 : 10,76 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4834 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" 113 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY N° FINESS : 54 000 3498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 435,56	633 596,80
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	623 772,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 388,40	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	608 820,10 arrondi à 608 820,00	633 596,80
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	24 776,70	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 24 776,70 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY est fixée à : 608 820 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,42 €

GIR 3 et 4 : 15,45 €

GIR 5 et 6 : 9,47 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de

NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4835 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" 35 Rue Victor Prouvé – 54000 NANCY N° FINESS : 54 000 8372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 222,00	505 276,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	487 457,68	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 596,67	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	505 276,35 arrondi à 505 276,00	505 276,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY est fixée à : 505 276 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,01 €

GIR 3 et 4 : 19,07 €

GIR 5 et 6 : 13,13 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Sauveur" de Nancy.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4836 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Ma Maison" 119 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY N° FINESS : 54 000 8208

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 593,00	369 637,24
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	296 783,36	

	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 773,78	
	Déficit reporté	67 487,10	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	369 637,24 arrondi à 369 637,00	369 637,24
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 67 487,10 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY est fixée à : 369 637 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,33 €

GIR 3 et 4 : 15,04 €

GIR 5 et 6 : 10,76 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4837 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" 14 Rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY
N° FINESS : 54 000 3118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 750,00	726 938,84
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	683 252,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 834,68	
	Déficit reporté	20 102,05	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	726 938,84 arrondi à 726 939,00	726 938,84
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 20 102,05 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Rémy de NANCY est fixée à : 726 939 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,20 €

GIR 3 et 4 : 15,28 €

GIR 5 et 6 : 10,35 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4838 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont à Mousson - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint François d'Assise" 69 Rue du Général de Gaulle – PONT A MOUSSON

N° FINESS : 54 000 2623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 124,58	689 204,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	657 348,03	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 732,29	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	674 086,17 arrondi à 674 086,00	689 204,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	11 118,73	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 11 118,73 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT A MOUSSON est fixée à : 674 086 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,76 €

GIR 3 et 4 : 18,75 €

GIR 5 et 6 : 12,11 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4839 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières aux Salines - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Rue du Paquis des Toiles – BP 9 – 54110 ROSIERES AUX SALINES

N° FINESS : 54 000 2466

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	95 756,81	1 461 261,30
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 357 810,62	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 693,87	
	Déficit reporté	0	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 457 868,35 arrondi à 1 457 868,00	1 461 261,30
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	3 392,95	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 3 392,95 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de ROSIERES AUX SALINES est fixée à : 1 457 868 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 43,81 €

GIR 3 et 4 : 32,22 €

GIR 5 et 6 : 20,62 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES AUX SALINES.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4840 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royameux - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" 11 Rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX

N° FINESS : 54 001 8983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 901,00	541 702,40
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	462 265,50	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 401,12	
	Déficit reporté	63 134,78	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	541 702,40 arrondi à 541 702,00	541 702,40
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 14 401,12 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à : 541 702 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,15 €

GIR 3 et 4 : 23,95 €

GIR 5 et 6 : 18,74 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4841 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt Regnieville - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Sophie" 2 Rue Henri Poulet - 54470 THIAUCOURT REGNIEVILLE

N° FINESS : 54 000 2631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 000,00	774 632,24
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	703 775,35	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	65 856,89	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	774 632,24 arrondi à 774 632,00	774 632,24
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT REGNIEVILLE est fixée à : 774 632 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,04 €

GIR 3 et 4 : 23,18 €

GIR 5 et 6 : 15,32 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT REGNIEVILLE.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4842 du 27 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Vézelize - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" Rue Notre Dame – 54330 VEZELISE

N° FINESS : 54 000 2342

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 236,94	650 991,36
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	489 684,94	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	33 672,30	
	Déficit reporté	71 397,18	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	605 291,36	650 991,36
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	45 700,00	

Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0
Excédent reporté	0

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 71 397,18 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE est fixée à : 625 277,57 euros arrondi à 625 278 euros dont 19 986,21 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-136 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,13 €

GIR 3 et 4 : 20,83 €

GIR 5 et 6 : 14,54 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4843 du 27 juin 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du Centre "Germaine Marchal" de Nancy géré par l'Office d'Hygiène Social de Meurthe et Moselle - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la section soins de l'établissement ci-dessous désigné :

Centre Germaine Marchal – Centre Jacques Parisot 78 rue Jacques Callot – 54550 BAINVILLE SUR MADON

N° FINESS : 54 001 0956

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0	36 282,73
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	32 320,38	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	338,68	
	Déficit reporté	3 623,67	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	20 470,73 arrondi à 20 471,00	36 282,73
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	15 812,00	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 3 623,67 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du Centre "Germaine Marchal" de NANCY est fixée à : 20 471 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 10,60 €

GIR 3 et 4 : 8,43 €

GIR 5 et 6 : 6,26 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/Solidarité-Autonomie/n° 4844 du 27 juin 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. de Jarny - Décision d'autorisation budgétaire et de tarification

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. Espace Gilbert Schwartz – 5 rue Clément Humbert – 54802 JARNY

N° FINESS : 54 001 2853

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	89 688,14	501 137,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	357 639,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	53 810,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	474 101,18 arrondi à 474 101,00	501 137,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	27 035,96	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 27 035,96 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de JARNY est fixée à : 474 101 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 31,68 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de JARNY.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
Service aménagement foncier

Extrait de l'arrêté du 5 juillet 2007 portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 2 novembre 2006 est modifié.

Art. 2 : La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Président :

- M. Pierre IDOUX, Président titulaire
- M. Lionel BOURBIER, Président suppléant

2/ Conseillers Généraux :

- M. Maurice VILLAUME, Bayon, titulaire
- M. Alain GERARD, Cirey sur Vezouze, titulaire
- M. Olivier JACQUIN, Thiaucourt Régnéville, titulaire
- M. Jean-Jacques HENRY, Vézelize, titulaire
- Mme Michèle PILLOT, Toul Nord, suppléante
- M. Michel MARCHAL, Arracourt, suppléant
- M. René MANGIN, Jarville, suppléant
- M. Jean-Pierre MINELLA, Homécourt, suppléant

3/ Maires des communes rurales

- M. Serge WAHU, Sponville, titulaire
- M. Michel MALGRAS, Hoéville, titulaire
- M. André BARBIER, Benney, suppléant
- M. Jean-Pierre MARCHAL, Serres, suppléant

4/ Membres fonctionnaires

a - Représentant le Directeur départemental de l'équipement

- M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire
- M. Robert COUPOIS, suppléant

b - Représentant le Directeur des services fiscaux

- M. Georges FAURE, titulaire
- M. Hugues ROSSIGNOL, titulaire
- Mme Anna HENARD, suppléante

- M. Eric CORROY, suppléant
- c - Représentant le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
 - M. Yves ROYER, titulaire
 - M. Thibaut FRANCOIS, titulaire
 - M. Christophe CAMBERLIN, titulaire
 - M. Ludovic BONNARD, suppléant
 - M. Stéphane VIADER, suppléant
 - M. Bernard MOMPEURT, suppléant
- 5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant.
- 6/ M. le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant.
- 7/ M. le Président des jeunes agriculteurs ou son représentant.
- 8/ M. le Chef de centre de l'institut national des appellations d'origine de Colmar ou son représentant.
- 9/ M. le représentant de l'organisation syndicale d'exploitants agricoles représentative dans le département
 - M. Michel MERLIN, Forcelles Saint-Gorgon, titulaire
 - M. Raymond FRANCOIS, Thézey Saint-Martin, suppléant
- 10/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant.
- 11/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture :
 - a - Propriétaires bailleurs
 - M. Henri LEMAIRE, Atton, titulaire
 - M. Jean MASSON, Art sur Meurthe, titulaire
 - M. Hubert GOUDOT, Lunéville, suppléant
 - M. Gérard PARISSE, Sexey les Bois, suppléant
 - b - Propriétaires exploitants
 - M. Albert GIGLEUX, Sainte-Geneviève, titulaire
 - M. Michel GROJEAN, Villey Saint-Etienne, titulaire
 - M. André FERRY, Moriviller, suppléant
 - M. Michel GIRARD, Jouaville, suppléant
 - c - Exploitants preneurs
 - M. Charles BAUDOIN, Villancy Longuyon, titulaire
 - M. Joël MARCHAL, Crion, titulaire
 - M. Daniel BAUMANN, Coincourt, suppléant
 - M. Philippe HENNEBERT, Nancy, suppléant
 - d - Propriétaires forestiers
 - M. René ACREMENT, Dombasle sur Meurthe, titulaire
 - M. Jean PAUREAU, Vandoeuvre les Nancy, titulaire
 - M. Paul PEROUX, Crépey, suppléant
 - M. Jean-Pierre JACQUES, Bazoilles sur Meuse, suppléant
- 12/ Représentants d'associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages
 - M. le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, titulaire
 - M. le Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, titulaire
 - M. le Vice Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, suppléant
 - M. le Vice Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, suppléant
- 13/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant.
- 14/ M. le représentant de l'office national des forêts.
- 15/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant.
- 16/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises
 - M. Bernard CLAUDON, Tanconville, titulaire
 - M. Marcel BONTEMPS, Fontenoy la Joute, titulaire
 - M. Pierre PERIN, Charency Vezin, suppléant
 - M. André CAMAILLE, Frémonville, suppléant
- 17/ M. le représentant de l'institut national des appellations d'origine.
 - M. Frédéric BACH

Art. 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

Pour exécution :

- M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux membres de la commission départementale.
- M. le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

Pour publication :

- A un journal du département.

- Au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de la décision du 11 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Saint-André - Aroffe - Demande d'autorisation d'exploiter n°2185

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de Trichaupt composée de Monsieur et Madame MANGENOT Thierry et Emmanuelle est autorisée à exploiter 1,19 ha (parcelles B125 à Tramont Saint André et B29/31 à Aroffe) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de Trichaupt (Monsieur et Madame MANGENOT Thierry et Emmanuelle). Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur MANGENOT Thierry et Emmanuelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRAMONT SAINT ANDRE - AROFFE pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neufmaisons - Pexonne - Demande d'autorisation d'exploiter n°2239

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande de M. et Mme GEORGES n'apporte aucun élément nouveau pouvant remettre en cause le caractère prioritaire du dossier de M. WITTMANN par rapport à celui de l'EARL des Prénoms,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DES PRENOMS composée de Monsieur et Madame GEORGE Jean Luc et Marie Hélène n'est pas autorisée à exploiter 16,71 ha, objets de la demande qu'elle a déposée.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Commune de Pexonne :

A 248/273/288/290/438/568

B 29/31/32/152 à 156/193/283/284/287/292/345/346/351/352/356 à 359/362 à 366/368/369/370/373/374/376/377/418/419/423/427/428/443/460/464

D 66/229/236/250/274/336/339/340/347/348/376/377/378/419/479/441/444/545

Commune de Neufmaisons :

A 86

B 125/432/433

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur et Madame GEORGE Jean Luc et Marie Hélène, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - NEUFMAISONS - PEXONNE pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Grimonviller - Fecocourt - Pulney - Demande d'autorisation d'exploiter n°2090

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que, les deux demandes concurrentes respectivement motivées par un agrandissement et par une installation non aidée sur des exploitations de taille similaire et inférieure à 150 utés SCOP/UMO (81 et 96 unités SCOP/UMO), sont de même rang de priorité,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du Haut de L'Epine composé de Madame, Messieurs Blandine, Didier, Yannick OLRÉY est autorisé à exploiter 24,37 ha (parcelles ZB64 - ZC15 à Fécocourt, ZC 17 à 20 à Grimonviller, ZC 15/24/39/53/54/56 - ZE16/28 à Pulney) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Haut de L'Epine (Madame, Messieurs Blandine, Didier, Yannick, OLRÉY).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs Blandine, Didier, Yannick, OLRÉY, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - GRIMONVILLER - FECOCOURT - PULNEY pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulney - Demande d'autorisation d'exploiter n°2264

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures.

Considérant que, les deux demandes concurrentes respectivement motivées par un agrandissement et par une installation non aidée sur des exploitations de taille similaire et inférieure à 150 utés SCOP/UMO (81 et 96 unités SCOP/UMO), sont de même rang de priorité,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des Eperviers composé de Madame, Messieurs BOTTIN Chantal, Xavier et David est autorisé à exploiter 17,47 ha (parcelles ZE16/19/20/21/31/39/40/41 - ZH16 - ZI 70 à Pulney) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de GAEC des Eperviers (Madame, Messieurs BOTTIN Chantal, Xavier, David).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs BOTTIN Chantal, Xavier, David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PULNEY pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2210

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les deux demandes étant motivées par l'agrandissement d'exploitation de taille similaire (97 unités SCOP/UMO pour l'EARL des Grandes Forrières et 80 unités SCOP/UMO pour le GAEC de la Maie), il n'y a pas lieu de les différencier sur ce point,

Considérant que la localisation de la parcelle en concurrence, qui fait face aux bâtiments d'exploitation du GAEC de la Maie, rend la demande de ce dernier prioritaire au vu de l'article L 331-3 du code rural qui recommande de prendre en compte la structure du parcellaire des exploitations concernées par rapport au siège d'exploitation,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DES GRANDES FORRIERES composée de Madame, Monsieur HASSOUX Nathalie et Laurent est autorisée à exploiter 31,2 ha (parcelles ZA 57/58- ZC 12/14/15/16/17 - ZH 4/8/67 - ZI 11/12 à Gye) conformément à la demande qu'il a déposée.

L'EARL DES GRANDES FORRIERES composée de Madame, Monsieur HASSOUX Nathalie et Laurent n'est pas autorisée à exploiter 3,24 ha (parcelles ZA 3/4/78/79 à Gye) objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES GRANDES FORRIERES (Madame, Monsieur HASSOUX Nathalie et Laurent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur HASSOUX Nathalie et Laurent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - GYE pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2245

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les deux demandes étant motivées par l'agrandissement d'exploitation de taille similaire (97 unités SCOP/UMO pour l'EARL des Grandes Forrières et 80 unités SCOP/UMO pour le GAEC de la Maie), il n'y a pas lieu de les différencier sur ce point,

Considérant que la localisation de la parcelle en concurrence, qui fait face aux bâtiments d'exploitation du GAEC de la Maie, rend la demande de ce dernier prioritaire au vu de l'article L 331-3 du code rural qui recommande de prendre en compte la structure du parcellaire des exploitations concernées par rapport au siège d'exploitation,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de la Maie composé de Messieurs PLONGUE Cyrille et Bernard est autorisé à exploiter 3,24 ha (parcelles ZA 3/4/78/79 à Gye) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la Maie (Messieurs PLONGUE Cyrille et Bernard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs PLONGUE Cyrille et Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GYE pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaudeville - Crantenoy - Demande d'autorisation d'exploiter n°2226

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, la demande de M. THIERRY motivée par l'installation aidée de son fils est prioritaire par rapport à la demande du GAEC de Corbellan, dont la motivation est l'agrandissement,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de Corbellan composé de Messieurs THIENNEMENT Jérôme et Marin n'est pas autorisé à exploiter 10,44 ha (parcelles AB14- ZA65- ZD19- ZE11/12/13/14/22 à Crantenoy - A916 à Vaudeville) objets de la demande qu'il a déposée.

Le GAEC de Corbellan composé de Messieurs THIENNEMENT Jérôme et Marin est autorisé à exploiter 0,4 ha (parcelle ZC 63 Crantenoy) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de Corbellan (Messieurs THIENNEMENT Jérôme et Marin).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs THIENNEMENT Jérôme et Marin, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAUDEVILLE - CRANTENOY pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaudeville - Crantenoy - Demande d'autorisation d'exploiter n°2238

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, la demande de M. THIERRY motivée par l'installation aidée de son fils est prioritaire par rapport à la demande du GAEC de Corbellan, dont la motivation est l'agrandissement,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur THIERRY Guy est autorisé à exploiter 10,44 ha (parcelles AB14 - ZA65 - ZD19 - ZE11/12/13/14/22 à Crantenoy et A916 à Vaudeville) sous réserve d'installation d'Arnaud THIERRY avant le 31 décembre 2008 conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THIERRY Guy.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THIERRY Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAUDEVILLE - CRANTENOY pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2089

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que du fait des tailles des deux exploitations, inférieures à 150 éq. SCOP/UMO mais néanmoins très différentes (94 utés SCOP/UMO pour l'exploitation de M. FLEURENCE et 139 utés SCOP/UMO pour l'exploitation de M. PIERRON), la demande de M. FLEURENCE est prioritaire par rapport à celle de M. PIERRON.

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur Olivier PIERRON n'est pas autorisé à exploiter 11,51 ha (parcelles ZC10 et ZD41 à Giriviller) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur Olivier PIERRON, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GIRIVILLER pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2256

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que du fait des tailles des deux exploitations, inférieures à 150 éq. SCOP/UMO mais néanmoins très différentes (94 utés SCOP/UMO pour l'exploitation de M. FLEURENCE et 139 utés SCOP/UMO pour l'exploitation de M. PIERRON), la demande de M. FLEURENCE est prioritaire par rapport à celle de M. PIERRON.

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur FLEURENCE Jean Marc est autorisé à exploiter 11,51 ha (parcelles ZC10 et ZD41 à Giriviller) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FLEURENCE Jean Marc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FLEURENCE Jean Marc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - GIRIVILLER pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-aux-Chênes - Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2260

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2 B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que la demande de M. MOUGENOT, de M. DOYEN motivées par des installations individuelles aidées sont plus prioritaires (priorité 1) que celle de M. FRISER, motivée par un agrandissement (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur FRISER Benoit n'est pas autorisé à exploiter 21,87 ha (parcelles ZB16 - ZC 9/10 - ZD1 à Amance, ZC3 à Bouxières aux Chênes) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FRISER Benoit, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUXIERES AUX CHENES - AMANCE pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fillingères - Demande d'autorisation d'exploiter n°2026

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que dans le cadre de ce projet d'agrandissement, il n'y a pas lieu de différencier le demandeur (M. VERDEAUX) et le preneur en place (EARL des Alisiers) au regard du Schéma Départemental des Structures au niveau de leurs tailles, celles-ci étant voisines et inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO (respectivement 51 et 72 unités SCOP/UMO),

Considérant que selon le même article, la distance séparant les parcelles demandées du siège d'exploitation rend la situation de M. VERDEAUX moins prioritaire que celle de l'EARL des Alisiers, cette distance excédant 8 km (distance Fillingères - Angevillers : 15 km),

Considérant par ailleurs qu'au vu du désaccord exprimé par le preneur en place M et Mme MUNIER (EARL des Alisiers), il y a lieu de prendre en compte la situation personnelle du demandeur et celle du preneur en place conformément au 4° de l'article L331-3 du code rural :

- l'exploitation de M. VERDEAUX est composée de M. Franck VERDEAUX, âgé de 38 ans, marié dont la conjointe exerce la profession de préparatrice en pharmacie, ils sont les parents d'un enfant de 3 ans

- l'EARL des Alisiers est composée de M. MUNIER, âgé de 53 ans, et de son épouse Marie José MUNIER âgée de 50 ans, parents de 3 enfants dont un de 18 ans à charge,

- le foyer familial composant l'EARL des Alisiers ne dispose donc pas de revenu extérieur à la différence de celui de M. VERDEAUX,

Considérant enfin que l'opération envisagée aurait pour effet de fragiliser l'EARL des Alisiers, preneur en place, dans la mesure où elle aurait pour conséquence une baisse d'excédent brut d'exploitation de 13% et une baisse du résultat économique de 37%,

Considérant que tous ces éléments rendent la situation de M. VERDEAUX moins prioritaire que celle de l'EARL des Alisiers,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur VERDEAUX Franck n'est pas autorisé à exploiter 13,28 ha (parcelles ZB35 -ZC36 - ZD 9/12/13 à Fillingères) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VERDEAUX Franck, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FILLIERES pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Morville-sur-Seille - Demande d'autorisation d'exploiter n°2121

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MULLER Christian est autorisé à exploiter 10,14 ha (parcelles ZA36 -ZB13- ZC17/19- ZD15 - ZE 34/39/50/76 à Morville sur Seille) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MULLER Christian.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MULLER Christian, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MORVILLE SUR SEILLE pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Courbesseaux - Demande d'autorisation d'exploiter n°2233

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur LANBLIN Jean Paul est autorisé à exploiter 4,87 ha (parcelles ZB 2 et 5 (en partie) - ZK43 à Courbesseaux) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LANBLIN Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LANBLIN Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - COURBESSEAUX pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Courbesseaux - Demande d'autorisation d'exploiter n°2257

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du Saulnois composé de Messieurs MARCHAND Christophe et MAITRE Patrick est autorisé à exploiter 1,25 ha (parcelles ZB5 (en partie) à Courbesseaux) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Saulnois (Monsieur MARCHAND Christophe et MAITRE Patrick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARCHAND Christophe et MAITRE Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - COURBESSEAU pour affichage.
Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gellenoncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2261

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur LANBLIN Jean Paul est autorisé à exploiter 2,5 ha (parcelles C 62 et 64 (pour partie) à Gellenoncourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LANBLIN Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LANBLIN Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - GELLENONCOURT pour affichage.
Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clayeures - Rozelieures - Einvaux - Borville - Demande d'autorisation d'exploiter n°1935

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU PREY composé de Messieurs VIRIAT Georges, François et Jean François est autorisé à exploiter 79,13 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- à Borville : ZA5/112

- à Clayeures : ZI 2

- à Einvaux : ZC16/17 - ZE 19/27/37/42/166

- à Rozelieures : E 629 - ZA 31 à 35 - ZB 3/66 - ZC 30 à 33 - ZD 28/66/76 à 79 - ZE 2/3/17/18/19/20/23 - ZH 11/30/31/45

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU PREY (Messieurs VIRIAT Georges, François et Jean François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs VIRIAT Georges, François et Jean François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CLAYEURES - ROZELIEURES - EINVAUX - BORVILLE pour affichage.
Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Barbonville - Tanconville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2249

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des POIRIERES composé de Messieurs GREGOIRE Hubert et CESAR Alain est autorisé à exploiter 17,79 ha (parcelles A 193/310/311/314/320/331/539/587/594 à Tanconville, ZB 62/63/65 - ZD53/54 à Barbonville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des POIRIERES (Messieurs GREGOIRE Hubert et CESAR Alain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs GREGOIRE Hubert et CESAR Alain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BARBONVILLE - TANCONVILLE pour affichage.
Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Igney - Demande d'autorisation d'exploiter n°2263

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de l'Agneau Lorrain composé de Madame, Messieurs ROUSSEL Antoinette, Jean et Sébastien est autorisé à exploiter 0,47 ha (parcelle ZB 12 à Igney) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de l'Agneau Lorrain (Madame, Messieurs ROUSSEL Antoinette, Jean et Sébastien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs ROUSSEL Antoinette, Jean et Sébastien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - IGNEY pour affichage.
Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Montauville - Pont-à-Mousson - Demande d'autorisation d'exploiter n°2265

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de L'EMBANIE composée de Madame, Messieurs PETITDEMANGE Pascal, Nadine et Jérôme est autorisée à exploiter 76,59 ha (parcelles A 56 à 63/73 à 78/81/83 à 87/102/107/255/291/293/294/314/316/318 - AC 1/2/5/6/103/105/106 à Montauville - 15/16/221/222/224 à Pont à Mousson) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL de L'EMBANIE (Madame, Messieurs PETITDEMANGE Pascal, Nadine et Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs PETITDEMANGE Pascal, Nadine et Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MONTAUVILLE - PONT-A-MOISSON pour affichage.
Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flirey - Limey-Remenauville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2266

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MATHIOT Jean Paul est autorisé à exploiter 50,99 ha (parcelles ZB2 à Flirey - ZA 8/26/28/30/31 - ZD21- ZI 11/12/40 - ZL 02/03/24 à Limey-Remenauville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MATHIOT Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une

ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MATHIOT Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FLIREY - LIMEY REMENAUVILLE pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Raucourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2211

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur CHAPLIER Régis est autorisé à exploiter 52,84 ha (parcelles ZE37/39/40/84 - ZH 1/2/3/19/21 - ZK30 à Raucourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHAPLIER Régis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHAPLIER Régis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - RAUCOURT pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Jarny - Giraumont - Doncourt-lès-Conflans - Demande d'autorisation d'exploiter n°2255

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame ANDRE Française est autorisée à exploiter 49,25 ha (parcelles ZM13/14 - ZR 4/12/41/43 à Doncourt les Conflans - ZB 4 à Jarny-ZC 24 à Giraumont) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame ANDRE Française.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame ANDRE Française, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - JARNY - GIRAUMONT - DONCOURT LES CONFLANS pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 9 juillet 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrey-sur-Madon - Demande d'autorisation d'exploiter n°1591

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur JEANDEL Pierre (GAEC de Naroulieu) est autorisé à exploiter 57 ha conformément à la demande qu'il a déposée sous réserve d'installation de Cédric JEANDEL avant le 01/09/2008.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de GAEC de Naroulieu (Monsieur JEANDEL Pierre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANDEL Pierre, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'Autrey sur Madon pour affichage.

Nancy, le 9 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait

naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

Extrait de l'arrêté DDAF 2007/239/LB/JV du 2 juillet 2007 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Sont habilités à siéger dans le département de Meurthe-et-Moselle, au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles représentatives :

- les Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle (JA 54) dont le siège est : 5 rue de la Vologne - 54520 LAXOU

- la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) dont le siège est : 5 rue de la Vologne - 54520 LAXOU

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à chacun des syndicats concernés.

Nancy, le 2 juillet 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2007 autorisant le conseil général de Meurthe-et-Moselle à effectuer des travaux temporaires intéressant le lit du ruisseau de Brapêche dans le cadre de la réparation de l'ouvrage de franchissement du cours d'eau à Athienville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Objet et durée

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à Athienville, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux dans le lit du ruisseau de Brapêche nécessaires à la réparation de l'ouvrage de franchissement du cours d'eau.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 : Situation

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune d'Athienville et de part et d'autre du pont du ruisseau de Brapêche sur la route départementale n°123 en direction de Arracourt - Bezange la Grande.

Art. 3 : Caractéristiques es travaux

Les travaux consistent à créer une bêche en amont et aval de l'ouvrage au droit des murs de tête, à prolonger le radier béton de 2,50 m avec une pente à l'aval pour supprimer le dénivelé et faire un enrochement bétonné pour maintenir les talus en terre adossés au mur de tête.

Sur les murs de tête, le vieux crépi sera totalement supprimé. Les pierres de taille de qualité seront rejointoyées et resteront apparentes.

Pour l'ensemble de la phase chantier, des batardeaux seront construits à l'amont et à l'aval de l'ouvrage et seront reliés par une canalisation PVC de diamètre 300.

Art. 4 : Mesures de sauvegarde

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers. Des bottes de pailles seront notamment présentes sur le chantier afin d'agir en cas de pollution mécanique accidentelle.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau de Brapêche, voire à dégrader le lit du cours d'eau. L'allongement aval du radier sera construit en respectant le même profil que la radier présent sous l'ouvrage, permettant ainsi le maintien d'un lit d'étiage.

L'agent technique de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA : anciennement CSP) du secteur sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu, les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Art. 5 : Mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Art. 6 : Réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 7 : Exécution des travaux – remise en état des lieux

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit de la rivière sera remis en bon état après travaux.

Art. 8 : Clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

Art. 9 : Modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

Art. 10 : Délais de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du code de l'environnement).

Art. 11 : Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Athienville et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et affiché en mairie d'Athienville.

Copie du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Copie du présent arrêté sera transmise au directeur régional de l'environnement et au chef de service de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2007 abrogeant l'arrêté préfectoral du 13 avril 2000 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de BRIEY soumis au régime de la déclaration préalable

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de Briey relève désormais de la procédure de déclaration prévue aux articles du code de l'environnement, susvisés ;

Considérant que suivant cette procédure, il a été délivré récépissé de déclaration au syndicat intercommunal d'assainissement de mise en œuvre du Contrat de Rivière Woigot, le 2 février 2007 ;

Considérant l'avis favorable de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 1^{er} juin 2007 ;

ARRETE**Art. 1^{er} : Objet**

L'arrêté préfectoral du 13 avril 2000 relatif à l'épandage des boues issues du traitement de la station de BRIEY est abrogé.

Art. 2 : Recours

La présente décision ne pourra être déférée que devant le Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le déclarant. Le délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée (article L 214-10 du code de l'environnement).

Le délai de recours pour les tiers est de 4 ans à partir de la date d'affichage.

Art. 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 4 : Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le président du syndicat intercommunal de mise en œuvre du contrat de rivière Woigot, les maires des communes d'Anoux, Bettainvillers, Briey, Lantefontaine, Mance, Mancieulles, Mairy-Mainville et Tucquegnieux, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de l'arrêté sera affichée pendant une durée minimale d'un mois dans les mairies concernées. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les maires concernés et envoyé au préfet de son département.

Nancy, le 23 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 27 juillet 2007 déclarant d'intérêt général et autorisant les travaux d'aménagements concernant l'écrêtement des crues de l'Ingressin à Ecrouves

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE**Art. 1^{er} : objet et déclaration d'intérêt général**

M. le Président du syndicat d'Aménagement et d'Entretien de l'Ingressin est autorisé à réaliser, dans les conditions du présent arrêté et conformément au dossier soumis à enquête (dossier de juillet 2006), les travaux d'aménagements concernant l'écrêtement des crues de l'Ingressin.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

Art. 2 : situation

Les travaux seront réalisés sur la commune d'Ecrouves, entre les écluses 22 et 23.

Art. 3 : servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains de l'Ingressin devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et de l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Art. 4 : caractéristiques des travaux

Les travaux et ouvrages, qui seront réalisés conformément au projet déposé, comprennent notamment :

- L'utilisation d'un merlon et la mise en place d'un ouvrage de retenue afin d'écrêter les crues de l'Ingressin entre les écluses 22 et 23 du canal reliant la Marne au Rhin ;
- La création d'une digue de protection du canal de la Marne au Rhin et de la maison d'habitation située à proximité ;
- L'aménagement d'un chemin d'accès à l'ouvrage de régulation en rive droite ;
- Le terrassement des terrains en rive gauche, les déblais seront utilisés pour la création des digues. Les terrains décaissés seront enherbés ;
- La gestion de la végétation de la zone potentiellement inondable par débroussaillage et enlèvement des bois morts ;
- La protection des berges par enrochement, en amont de l'ouvrage de régulation ;

Art. 5 : mesures correctrices

En position baissée, l'ouvrage de retenue ne constituera aucun obstacle à la circulation piscicole et au transit des sédiments, il sera construit au même niveau que le fond du lit de l'Ingressin.

De plus, l'ouvrage comprendra une « cunette d'étiage », permettant de créer un lit d'étiage et concentrer les débits en période de basses eaux.

Un débit minimum en aval sera constamment maintenu même quand l'ouvrage est en fonctionnement.

Le retour du clapet en position normale ne se fera qu'après vidange totale du bassin.

Le pétitionnaire proposera au service de police de l'eau les valeurs de débits retenus pour le fonctionnement du clapet suite aux tests réalisés en présence du propriétaire de la maison voisine d'une part et la valeur de débit de fuite maximal retenu compatible avec les capacités hydrauliques maximales de l'Ingressin en aval (jusqu'à la confluence).

Avant tout fonctionnement réel du clapet, ces débits devront être validés par le service de police de l'eau.

Art. 6 : mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les ruisseaux au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures).

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ. Les abords du chantier seront nettoyés.

Le nettoyage des engins mis en œuvre sur le chantier se fera loin du cours d'eau.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, le service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle et la D.D.A.F. de Meurthe-et-Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

Art. 7 : mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Art. 8 : réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 9 : exécution des travaux – remise en état des lieux

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux d'aménagements concernant l'écrêtement des crues de l'Ingressin devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 1^{er} septembre 2008.

Les travaux d'Aménagements concernant l'écroulement des crues de l'Ingressin devront être terminés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté. Et devront être suivi d'un programme d'entretien régulier.

Art. 10 : clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Art. 11 : entretien

L'ensemble des parcelles potentiellement inondables et des ouvrages (digues, régulation) sont affectées par le Syndicat d'Aménagement de l'Ingressin. Par conséquent un entretien régulier sera réalisé par le Syndicat sur la zone de manière à ce que les embâcles soient limitées.

L'évacuation des bois après coupe devra intervenir immédiatement après sa réalisation.

Art. 12 : constitution du dossier

Le propriétaire devra constituer avant le 31 décembre 2007, un dossier des ouvrages comprenant :

pour le barrage : des dispositions de la circulaire interministérielle n°70-15 du 14 août 1970, relative à l'inspection et à la surveillance des barrages intéressant la sécurité publique ;

Art. 13 : dispositif de surveillance

Le propriétaire du barrage et des digues est tenu de mettre en place un dispositif de surveillance et d'auscultation adapté à la nature et aux dimensions de l'ouvrage, et s'inspirant :

- pour le barrage : des dispositions de la circulaire interministérielle n°70-15 du 14 août 1970, relative à l'inspection et à la surveillance des barrages intéressant la sécurité publique ;

- pour les digues : des dispositions de l'annexe 3 de la circulaire interministérielle du 6 août 2003, relative à l'organisation du contrôle de la sécurité des digues intéressant la sécurité publique.

A ce titre le propriétaire :

pour le barrage :

- effectue des visites périodiques portant sur l'examen visuel de l'ouvrage, de ses abords, de ses organes d'évacuation, le cas échéant des zones instables des versants. La fréquence de ces visites et la liste détaillée des points à observer sont précisées dans l'annexe au présent arrêté préfectoral. Une visite sera effectuée systématiquement après chaque événement majeur (crue, catastrophe naturelle, ...);

- installe, entretient et procède au relevé des instruments d'auscultation permettant de mesurer les déformations, déplacements, pressions hydrauliques, débits de fuite, etc. La liste détaillée des instruments et la périodicité de leurs relevés sont précisées dans l'annexe au présent arrêté préfectoral ;

- procède à une exploitation immédiate des mesures, de façon à détecter toute anomalie ou des relevés des instruments ou tout défaut dans le comportement de l'ouvrage ;

- signale sans délai au service de police de l'eau toute anomalie constatée lors des visites ou des relevés des instruments d'auscultation et prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de l'ouvrage.

pour les digues :

- établit des consignes permanentes de surveillance et d'entretien de l'ouvrage et de ses annexes, y compris des organes de vidanges, débit réservé, surverse, portant notamment sur le contrôle de la végétation, l'entretien des accès et les mesures à prendre en cas de désordres lors des crues. Il s'appuie pour cela sur les dispositions de l'annexe 1 au présent arrêté ;

- effectue des visites périodiques portant sur l'examen visuel de l'ouvrage, de ses abords ;

- signale sans délai au service de police de l'eau toute anomalie constatée lors des visites.

Le permissionnaire missionnera un bureau d'études compétent pour assurer le suivi des ouvrages.

Art. 14 : registre

Le propriétaire tient, à compter de la date de notification du présent arrêté, au siège du syndicat d'entretien de l'Ingressin, un registre sur lequel figureront les consignes permanentes de surveillance et d'entretien établies au titre de l'article 11 ci-dessus et où sont également mentionnés au fur et à mesure, avec indication des dates, les principaux renseignements relatifs à l'exploitation de la retenue (remplissage, vidange, contrôle du niveau des eaux dans la retenue lors des événements de crues, ...) les manœuvres de vannes effectuées et les mesures de contrôles faites, les visites d'inspection, les incidents constatés (fuites, fissures, embâcles, renards, ...) et les travaux d'entretien et de réparation effectués. Ce registre est tenu à la disposition du service de police de l'eau sur simple demande et en particulier à l'occasion des visites annuelles du service police de l'eau.

Art. 15 : rapport annuel d'exploitation

Le propriétaire envoie, tous les ans, au service de police de l'eau, un rapport sur la surveillance, l'entretien de la digue, et sur l'exploitation, la surveillance et l'auscultation de l'ouvrage, incluant les résultats et interprétations des mesures effectuées.

Art. 16 : organisation des visites annuelles

Une visite annuelle est effectuée par le service police de l'eau en présence du propriétaire et du bureau d'études missionné pour réaliser la surveillance des ouvrages. Elle comporte notamment un examen visuel des ouvrages, le contrôle de l'état de fonctionnement des ouvrages, du bon état d'entretien et de fonctionnement du clapet mobile, des organes de vidange et des dispositifs d'auscultation, de l'exécution correcte des mesures par le propriétaire ainsi que la vérification du registre d'exploitation du barrage et des digues.

Un procès verbal de la visite est établi par le service de police de l'eau et est porté à la connaissance du propriétaire pour observations et visa.

Art. 17 : modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

Art. 18 : recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement).

Art. 19 : publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le président du syndicat d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin, le maire d'Ecrouves et le maire de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera adressée au chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie d'Ecrouves et de Toul. Nancy, le 27 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service forêt, environnement et développement rural

Extrait de l'arrêté n° 2007-261 du 21 juin 2007 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Fresnois-la-Montagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Fresnois-la-Montagne	Z0	7 partie	Fond des Rus	1,9226	Fresnois-la-Montagne

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Décision du 27 juin 2007 de la commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles fixant la première partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier et désignant les estimateurs pour 2007

Lors de la séance du 27 juin 2007, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour 2007 :

BAREME 2007 (1^{ère} partie)

RESEMIS

Semences :	Sur barème	Maïs	153,00	euros/ha
		Autres céréales	84,00	euros/ha
		Colza	90,00	euros/ha
		Pois	163,20	euros/ha

Tarif 1 : Tarif 2 : Tarif 3 :	ou Sur facture	Tracteur + semoir	49,90	euros/ha
		Herse rotative ou alternative + semoir	88,70	euros/ha
		Semoir à semis direct	52,00	euros/ha

PRAIRIES

Codification

1	Remise en état manuelle	13,65	euros/ha
2	Rabot ou herse (1 passage)	46,90	euros/ha
3	Herse ou rabot (2 passage croisés)	64,20	euros/ha
	ou Rotavator	64,30	euros/ha
	ou Herse rotative (1 passage)	64,30	euros/ha
4	Charrue	96,30	euros/ha
5	Rouleau	25,50	euros/ha
6	Semoir + tracteur	46,90	euros/ha
7	Semoir + herse rotative ou alternative	88,70	euros/ha
8	Traitement	31,60	euros/ha
9	Semence sur barème	110,00	euros/ha
10	Semence sur facture		
	Perte de fourrage	Prairie artificielle	11,00 euros/q
		Prairie naturelle	9,90 euros/q

AUTRES PRODUCTIONS

Arbres fruitiers :	Plants :	sur facture
	Forfait plantation :	3 euros/plant
Petites productions :	cf. barème "Calamités agricoles"	
	A défaut paiement sur facture	

LISTE DES ESTIMATEURS

MM. Pierre BARBIER, Jean-Paul BIDON, René BONTEMPS, Bernard BRODIER, Jean-Paul BUND, André FAVRE, Michel LEMOINE, René LEVIGNERONT, Alain MATHIEU, Daniel PERRIN, Alain RAMBOUR, Michaël ROCHER, Thierry SINTEFF et Jacques THOUVENIN.

Nancy, le 27 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2007/264 du 12 juillet 2007 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique - période 2007-2013

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le schéma départemental de gestion cynégétique annexé au présent arrêté est approuvé pour une durée de six ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2 : Le schéma départemental de gestion cynégétique s'applique sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle.

Il est opposable aux chasseurs, aux sociétés, aux groupements et aux associations de chasse qui exercent une activité cynégétique dans le département.

Art. 3 : Ses dispositions, qui concernent notamment :

- les plans de gestion et de prévention, et l'agrainage dissuasif
- les plans de chasse pour le grand et le petit gibier
- la sécurité des chasseurs et des non-chasseurs

entrent en vigueur à compter de la date de signature du présent arrêté.

Toutefois les dispositions relatives à la sécurité publique ne prévalent pas sur les arrêtés déjà pris à ce titre, ou à venir.

Art. 4 : Le schéma départemental de gestion cynégétique est consultable en préfecture, dans les sous-préfectures de Briey, Lunéville et Toul, au siège de la fédération départementale des chasseurs, ainsi qu'à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

Le directeur de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur de l'agence Meurthe-et-Moselle-nord, délégué départemental de l'office national des forêts, le président de l'association départementale des lieutenants de l'ovèterie seront destinataires d'une ampliation de l'arrêté et d'un exemplaire du schéma. L'arrêté sera affiché dans toutes les communes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 5 : Sont abrogés :

- l'arrêté préfectoral du 29 mars 2000 relatif à l'agrainage et à l'affouragement du gibier en Meurthe-et-Moselle
- l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2005 relatif à la mise en oeuvre du plan de chasse qualitatif des cervidés en Meurthe-et-Moselle

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le président de la fédération départementale des chasseurs, les personnes chargées de la police de la chasse et de la protection de la nature, les maires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 juillet 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté n° 2007/266 du 4 juillet 2007 relatif à une autorisation de défrichement - Territoire communal de Bertrambois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le défrichement des parcelles ci-après désignées est autorisé :

Territoire communal	Propriétaire	Désignation cadastrale Lieudit	Section	N° de parcelle	Contenance
Bertrambois	Groupe forestier de la forêt des marches	Guindrimont petit rougimon	C	572 pie	0.0110 ha

selon le plan annexé au présent arrêté, Cette autorisation de défrichement ne se substitue pas aux obligations contractées à d'autres titres, notamment en matière de fiscalité forestière.

Art. 2 : La présente autorisation sera affichée :

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;
- sur le site, par les soins de M. DE TALHOUET, gérant du groupement forestier de la forêt des marches, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé en mairie par M. DE TALHOUET, gérant du groupement forestier de la forêt des marches, où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le maire de Bertrambois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Le dossier peut être consulté à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, 45 rue Sainte-Catherine – 54043 NANCY CEDEX.

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :

- soit par recours gracieux auprès du préfet

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants

- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière – 54000 NANCY)

Extrait de l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 2007/270 du 12 juillet 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Campagne 2007-2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 23 septembre 2007 à 08 heures et celle de la clôture générale le 29 février 2008 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 23 septembre 2007 à 08 heures au 29 février 2008 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2007 au 31 mars 2008.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 septembre 2007 au 15 janvier 2008.

Art. 2 : Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
cerf	01.09.2007	29.02.2008	- du 01.09.07 au 22.09.07 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - du 23.09.07 au 19.10.07 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ) uniquement à l'approche et à l'affût. - du 20.10.07 au 29.02.08 : à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, en battue : cf. article 3
chevreuil mâle femelle	01.06.2007 23.09.2007	29.02.2008 29.02.2008	- du 01.06.07 au 22.09.07 : tir d'étié du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - du 23.09.07 au 29.02.08 : Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, Tir en battue : cf. article 3
sanglier	01.06.2007	29.02.2008	- du 01.06.07 au 14.08.07 : Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ; - du 15.08.07 au 22.09.07 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en mairie. - du 23.09.07 au 29.02.08 : Tir à l'approche et à l'affût Tir en battue : cf. article 3.
faisan	23.09.2007	01.01.2008	- chasse du faisan : interdite sur certaines communes (cf. article 4) secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.
lièvre	21.10.2007 21.10.2007	25.11.2007 28.10.2007	- chasse du lièvre : secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus hors plan de chasse : * interdite sur certaines communes (cf. article 4) * sans formalité particulière sur le reste du département.
perdrix	23.09.2007	28.10.2007	- chasse de la perdrix : interdite sur certaines communes (cf. article 4) secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.
lapin de garenne	23.09.2007	01.01.2008	- du 01.06.07 au 14.08.07 : Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ; - du 15.08.07 au 22.09.07 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en mairie. Identiques aux conditions spécifiques de la chasse du sanglier. - du 23.09.07 au 29.02.08 : Tir à l'approche et à l'affût Tir en battue : cf. article 3.
renard	01.06.2007	29.02.2008	
blaireau belette hermine putois martre	23.09.2007	15.01.2008	

Art. 3 : En ce qui concerne les battues :

du 15.08.07 au 22.09.07 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance en mairie pour affichage, à compter du 23 septembre 2007, les jours de battues seront limités aux samedi, dimanche et jours fériés ou 40 jours au choix pour la saison de chasse et seront déclarés au moins 8 jours à l'avance (à l'exception des cultures de maïs sur pied pour lesquelles le délai de prévenance est fixé à 24 heures) en mairie pour affichage à la connaissance du public, et une copie du calendrier des battues sera adressée à la fédération départementale des chasseurs qui en assurera la publicité au niveau départemental, sur son site Internet.

Art. 4 : La chasse des espèces suivantes est interdite sur les communes listées au présent article, afin de favoriser leur protection et leur repeuplement :

- Faisan sur les communes de : Allamps, Ancerville, Arnville, Baccarat, Badonville, Bagneux (partie à l'ouest de l'A31), Barbas, Barisey-La-Côte, Bayonville-Sur Mad, Bertrichamps ; Blâmont, Blénod-Lès-Toul, Bouillonville, Bulligny, Charey, Charmes-La-Côte, Cholloy-Menillot, Cirey-Sur-Vezouze, Crézilles (partie à l'ouest de l'A31), Dampvitoux, Domèvre-Sur-Vezouze, Domgermain, Dommartin-La-Chaussée, Essey-Et-Maizerais, Euvezin, Fenneville, Fremontville, Gogney, Halloville, Harbouey, Herbéviller, Jaulny, Merviller, Mignéville, Mont-Le-Vignoble, Montigny, Montreux, Moutrot (partie à l'ouest de l'A31), Neufmaisons, Neuville-Lès-Badonville, Nonhigny, Onville, Pagny-Sur-Moselle, Pannes, Parux, Petitmont, Pexonne, Prény, Remercourt-Sur-Mad, Saint-Baussant, Saint-Julien-Les-Gorze, Saint-Maurice-Aux-Forges, Sainte-Pôle, Saulxures-Les-Vannes, Tanconville, Thiaucourt-Regneville, Vacqueville, Vandelainville, Vannes-Le-Chatel, Veney, Verdental, Villecey-Sur-Mad, Waville, Xammes Ecrouves (partie au sud du canal de la marne au rhin Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31) Toul (partie au sud du canal de la marne au rhin)
- Perdrix grise sur les communes de : Arnville, Bayonville-Sur Mad, Bouillonville, Charey, Charmes-La-Côte, Cholloy-Menillot, Dampvitoux, Domgermain, Dommartin-La-Chaussée, Essey-Et-Maizerais, Euvezin, Jaulny, Mont-Le-Vignoble, Onville, Pagny-Sur-Moselle, Pannes, Prény, Remercourt-Sur-Mad, Saint-Baussant, Saint-Julien-Les-Gorze, Thiaucourt-Regneville, Vandelainville, Villecey-Sur-Mad, Waville, Xammes Ecrouves (partie au sud du canal de la marne au rhin Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31) Toul (partie au sud du canal de la marne au rhin)
- Lièvre sur les communes de : Arnville, Azerailles, Baccarat, Badonville, Bayonville-Sur Mad, Bénaménil, Bertrichamps, Brouville, Burville, Fenneville, Gelacourt, Hablainville, Merviller, Neufmaisons, Ogéville, Onville, Pagny-Sur-Moselle, Pettonville, Pexonne, Prény, Reclonville, Reherrey, Remercourt-Sur-Mad, Sainte Pôle, Vacqueville, Vandelainville, Vaxainville, Veney, Vilcey-Sur-Mad, Waville Ludres (partie située au sud est du canal de jonction de la Moselle à la Meurthe)
- Gélinotte sur toutes les communes du département.

Art. 5 : La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- de l'application du plan de chasse,
- de la chasse du renard, du ragondin et du rat musqué
- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord, délégué départemental de l'office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, mesdames et messieurs les maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée au président de la fédération départementale des chasseurs et aux membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 12 juillet 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Annexe à l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2007

Rappels

- Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs
Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.
- Sont interdits :
 - le tir du coq et de la poule de bruyère ;
 - le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agrainée, soit à proximité d'abreuvoirs ;
 - le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;
 - la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement ;
- Sont prohibés :
 - l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;
 - l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;
 - l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;

- pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;
- dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;
- le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
- l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.428-6 du code de l'Environnement).

• Divers

- Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.A.F. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 424-7 du code de l'environnement.
- La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'union nationale pour l'utilisation de chiens de rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
- Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'union des fédérations régionales des associations colombophiles de France (54, boulevard Carnot - 59042 LILLE CEDEX).

Les bagues des autres oiseaux, (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier), doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de Buffon - 75005 PARIS).

Extrait de l'arrêté n° 2007/271 du 12 juillet 2007 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 30 novembre 2006 fixant la liste des animaux nuisibles pour l'année 2007 est abrogé.

Art. 2 : La liste des espèces d'animaux classés nuisibles dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la période allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 est fixée comme suit :

Espèces	Motivations	Conditions particulières
1 – animaux classés nuisibles dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques		
• renard	lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et l'échinococcose alvéolaire	
• corbeau freux	nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières	
• étourneau sansonnet	problème sanitaire sur ensilage mais en temps de neige	
2 – animaux classés nuisibles pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles, forestières ou aquacoles		
• renard	dégâts sur petits élevages – Prédation des agneaux dans les parcs	
• fouine	dégâts sur petits élevages	
• martre	dégâts sur petits élevages	exclusivement dans un rayon de 500 m autour des habitations.
• ragondin - rat musqué	dégradation des rives et des digues	
• sanglier	dégâts aux cultures	
• corbeau freux • corneille noire • pie bavarde	) dégâts dans les cultures) (semis...)	
• étourneau sansonnet	dégâts sur tournesol, arbres fruitiers et ensilages	
3 – animaux classés nuisibles pour la protection de la flore et de la faune		
• chien viverrin	présence signalée dans le département en 1999.	
• vison d'amérique	présence signalée en 2002. Visions échappées d'un élevage.	
• ragondin - rat musqué	) espèces introduites	
• raton-laveur	) présence indésirable	

Art. 3 : Les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent déléguer leurs droits de destruction dans les conditions fixées par l'article R* 427-8 du code de l'environnement.

Art. 4 : Les destructions doivent s'effectuer selon les modalités définies par :

- les articles R* 427-9 à R* 427-24 du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 relatif aux conditions du piégeage ;

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur de l'agence nord, délégué départemental de l'office national des forêts, les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié

au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée au président de la fédération départementale des chasseurs.
Nancy, le 12 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° 2007/272 du 12 juillet 2007 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour la période allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 30 novembre 2006 fixant la modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour l'année 2007 est abrogé.

Art. 2 : La destruction à tir des animaux classés nuisibles en application des articles R* 427-18 et suivants du code de l'environnement peut s'effectuer pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités ci-après :

- Espèces : fouine - martre
Période autorisée : néant
- Espèces : ragondin - rat musqué
Période autorisée : du 1^{er} mars au 31 mars
Formalités : autorisation préfectorale
- Espèces : renard - chien viverrin - vison d'Amérique - raton-laveur
Période autorisée : du 1^{er} mars au 31 mars.
Formalités : autorisation préfectorale
- Espèce : sanglier
Période autorisée : du 1^{er} mars au 31 mars
Formalités : autorisation préfectorale
- Espèces : corbeau freux - corneille noire - pie bavarde
Période autorisée : du 1^{er} avril au 10 juin
Lieu : dans les cultures et aux abords des nids pour le tir des jeunes
Conditions - Formalités : * autorisation préfectorale
* tir à poste fixe uniquement
* tir dans les nids interdit
* utilisation du grand duc artificiel autorisé
- Espèce : étourneau sansonnet
Période autorisée : du 1^{er} avril au 10 juin
Lieu : dans les cultures
Conditions - Formalités : * sur autorisation préfectorale
* tir à poste fixe uniquement

Art. 3 : Les demandes d'autorisation doivent être formulées selon le modèle ci-joint. En cas de délégation du droit de destruction une copie de la délégation doit être jointe à la demande.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur de l'agence nord, délégué départemental de l'office national des forêts, les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée au président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 12 juillet 2007
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Demande d'autorisation de destruction à tir d'animaux nuisibles
Période allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008

Je soussigné (1).....
demeurant à

agissant en qualité de : (2)

ρ Propriétaire ou possesseur

ρ Délégué du propriétaire (joindre une copie de la délégation écrite)

ρ Fermier

ρ Délégué du fermier (joindre une copie de la délégation écrite)

sur ha dont ha de bois, situés sur la ou les communes (préciser les lieux dits) sollicite l'autorisation de détruire à tir dans les conditions suivantes : (3)

Espèces	Période	Lieux de destruction	Cultures menacées (préciser la superficie)
.....
.....
.....

Je demande l'autorisation de m'adjoindre pour ces destructions tireurs (4) dont les nom, prénom et domicile sont :

M.....
M.....

Je m'engage à adresser à la fédération départementale des chasseurs, pour le 30 avril 2008 au plus tard, un compte-rendu (même négatif) des destructions réalisées.

A..... le
(signature)

- (1) nom, prénom, profession
(2) cocher la qualité correspondante
(3) à remplir pour chaque espèce
(4) 2 maximum, sauf pour le sanglier

Attestation du maire de la commune

Le maire de la commune de atteste la qualité du demandeur.
A..... le
(signature et cachet de la mairie)

Déclaration à adresser à la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle
5, rue Drouin - B.P. 72226 - 54022 NANCY CEDEX

**Direction départementale de l'équipement
Secrétariat général**

Extrait de l'arrêté n° 2007-01 DDE 54-SG/CM du 15 juin 2007 portant composition des commissions d'appel d'offres pour les marchés passés au nom du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral antérieur au présent arrêté portant composition des commissions d'appel d'offres pour les marchés passés au nom du Ministère de l'équipement, des transports et du logement est abrogé.

Art. 2 : Il est créé, dans le département de Meurthe-et-Moselle, à la Direction Départementale de l'Équipement une commission d'appel d'offres pour la passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services pour l'exécution des l'Équipement, de la Jeunesse et des Sports, de l'emploi de la cohésion sociale et du logement, de l'Ecologie, de la Défense, de l'Economie, Finances et Industrie ;

Art. 3 : La commission d'appel d'offres est composée comme suit :

A) Membres avec voix délibérative :

- 1) Le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ou son représentant (directeur-adjoint, cadre administratif ou technique de grade au moins équivalent à ingénieur divisionnaire), Président.
- 2) Un chef de service ou un chef d'unité.

B) Membres avec voix consultative :

- 3) Le trésorier payeur général ou son représentant.
- 4) Le directeur de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant.

Art. 4 : Le président peut en outre désigner par convocation d'autres personnes en raison de leur compétence dans la matière faisant l'objet de la consultation, notamment un responsable du dossier, pour répondre à toutes les questions techniques.

Art. 5 : Le secrétariat de la commission est assuré par le secrétariat général de la DIR-EST (SG/CM).

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Service ingénierie appui territorial

Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2007 constatant la liste des communes et des groupements de communes qui peuvent bénéficier de l'assistance technique de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des 546 communes qui peuvent bénéficier pour l'année 2008 de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT) compte tenu des critères définis à l'article 1 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, est jointe en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2 : Les listes des 25 groupements de communes et des 2 syndicats de communes qui peuvent bénéficier pour l'année 2008 de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité Aménagement du Territoire (ATESAT) compte tenu des critères définis à l'article 2 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, sont jointes en annexes 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 18 septembre 2006 et l'arrêté modificatif du 19 mars 2007.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

ANNEXE 1

Communes du département de Meurthe et Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	COMMUNES	54084	MONT-BONVILLERS	54166	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	54247	HAMMEVILLE
54001	ABAUCOURT	54085	BORVILLE			54248	HAMONVILLE
54002	ABBEVILLE-LES-CONFLANS	54086	BOUCQ	54167	DOMMARTIN-LES-TOUL	54249	HANNONVILLE-SUZEMONT
54003	ABONCOURT	54087	BOUILLONVILLE			54250	HARAUCCOURT
54004	AFFLEVILLE	54088	BOUVRON	54168	DOMMARTIN-SOUS-AMANCE	54251	HARBOUEY
54005	AFFRACOURT	54089	BOUXIERES-AUX-CHENES	54169	DOMPRIX	54252	HAROUÉ
54006	AGINCOURT	54091	BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT	54170	DOMPTAIL-EN-L'AIR	54253	HATRIZE
54007	AINGERAY			54171	DONCOURT-LES-CONFLANS	54254	HAUCOURT-MOULAINÉ
54008	ALLAIN	54092	BOUZANVILLE			54255	HAUDONVILLE
54009	ALLAMONT	54093	BRAINVILLE	54172	DONCOURT-LES-LONGUYON	54256	HAUSSONVILLE
54010	ALLAMPS	54094	BRALLEVILLE			54258	HENAMENIL
54011	ALLONDELLE-LA-MALMAISON	54095	BRATTE	54173	DROUVILLE	54259	HERBEVILLER
54012	AMANCE	54096	BREHAIN-LA-VILLE	54174	ECROUVES	54260	HERIMENIL
54013	AMENONCOURT	54097	BREMENIL	54175	EINVAUX	54261	HERSERANGE
54014	ANCERVILLER	54098	BREMONCOURT	54176	EINVILLE-AU-JARD	54262	HOEVILLE
54015	ANDERNY	54100	BRIN-SUR-SEILLE	54177	EMBERMENIL	54263	HOMECOURT
54016	ANDILLY	54101	BROUVILLE	54178	EPIEZ-SUR-CHIERS	54264	HOUELMONT
54017	ANGOMONT	54102	BRULEY	54179	EPY	54266	HOUDREVILLE
54018	ANOUX	54103	BRUVILLE	54180	ERBEVILLER-SUR-AMEZULE	54268	HOUSSEVILLE
54019	ANSAUVILLE	54104	BUISSONCOURT	54181	ERROUVILLE	54269	HUDIVILLER
54020	ANTHELUP	54105	BULLIGNY	54182	ESSEY-ET-MAIZERAIS	54270	HUSSIGNY-GODBRANGE
54021	ARMAUCOURT	54106	BURES			54271	IGNEY
54022	ARNAVILLE	54107	BURVILLE	54183	ESSEY-LA-COTE	54272	JAILLON
54023	ARRACOURT	54108	BURTHECOURT-AUX-CHENES	54185	ETREVAL	54275	JAILNY
54024	ARRAYE-ET-HAN	54109	CEINTREY	54186	EULMONT	54276	JEANDELAINCOURT
54025	ART-SUR-MEURTHE	54110	CERVILLE	54187	EUVEZIN	54277	JEANDELIZE
54026	ATHIENVILLE	54111	CHALIGNY	54188	FAULX	54278	JEVONCOURT
54027	ATTON	54112	CHAMBLEY-BUSSIERES	54189	FAVIERES	54279	JEZAINVILLE
54028	AUBOUE	54113	CHAMPENOIX	54190	FECOCOURT	54280	JOEUF
54029	AUDUN-LE-ROMAN	54114	CHAMPEY-SUR-MOSELLE	54191	FENNEVILLER	54281	JOLIVET
54030	AUTREPIERRE	54116	CHANTEHEUX	54192	FERRIERES	54282	JOPPECOURT
54031	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	54117	CHAOUILLEY	54193	FEY-EN-HAYE	54283	JOUAVILLE
54032	AUTREY	54118	CHARENCEY-VEZIN	54194	FILLIERES	54284	JOUDREVILLE
54033	AVILLERS	54119	CHAREY	54195	FLAINVAL	54285	JUVRECOURT
54034	AVRAINVILLE	54120	CHARMES-LA-COTE	54196	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	54286	LABRY
54035	AVRICOURT	54121	CHARMOIS	54198	FLEVILLE-LIXIERES	54287	LACHAPELLE
54036	AVRIL	54122	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	54199	FLIN	54288	LAGNEY
54037	AZELOT	54123	CHAVIGNY	54200	FLIREY	54289	LAITRE-SOUS-AMANCE
54038	AZERAILLES	54124	CHAZELLES-SUR-ALBE	54201	FONTENOY-LA-JOUTE	54290	LAIX
54040	BADONVILLER	54125	CHENEVIERES	54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE	54291	LALOEUF
54041	BAGNEUX	54126	CHENICOURT	54203	FORCELLES-SAINT-GORGON	54292	LAMATH
54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS	54127	CHENIERES	54204	FORCELLES-SOUS-GUGNEY	54293	LANDECOURT
54043	BAINVILLE-SUR-MADON	54128	CHOLOY-MENILLOT	54206	FRAIMBOIS	54294	LANDREMONT
54044	BARBAS	54129	CIREY-SUR-VEZOUZE	54207	FRAISNES-EN-SAINTOIS	54295	LANDRES
54045	BARBONVILLE	54130	CLAYEURES	54208	FRANCHEVILLE	54296	LANEUVELOTTE
54046	BARISEY-AU-PLAIN	54131	CLEMERY	54209	FRANCONVILLE	54297	LANEUVEVILLE-AUX-BOIS
54047	BARISEY-LA-COTE	54132	CLEREY-SUR-BRENON	54210	FREMENIL	54298	LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG
54048	LES BAROCHES	54133	COINCOURT	54211	FREMONVILLE	54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON
54049	BASLIEUX	54134	COLMEY	54212	FRESNOIS-LA-MONTAGNE	54301	LANFROICOURT
54050	BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT	54135	COLOMBEY-LES-BELLES	54213	FRIAUVILLE	54302	LANTFONTAINE
54052	BATTIGNY	54136	CONFLANS-EN-JARNISY	54214	FROLOIS	54303	LARONXE
54053	BAUZEMONT	54137	CONS-LA-GRANDVILLE	54216	FROVILLE	54305	LAY-SAINT-CHRISTOPHE
54054	BAYON	54138	COSNES-ET-ROMAIN	54217	GELACOURT	54306	LAY-SAINT-REMY
54055	BAYONVILLE-SUR-MAD	54139	COURBESSEAU	54218	GELAUCCOURT	54307	LEBEUVILLE
54056	BAZAILLES	54140	COURCELLES	54219	GELLENONCOURT	54308	LEINTREY
54057	BEAUMONT	54141	COYVILLER	54220	GEMONVILLE	54309	LEMAINVILLE
54058	BECHAMPS	54142	CRANTENOY	54221	GERBECOURT-ET-HAPLEMONT	54310	LEMENIL-MITRY
54059	BELLEAU	54143	CREPEY	54222	GERBEVILLER	54311	LENONCOURT
54060	BELLEVILLE	54144	CREVECHAMPS	54223	GERMINY	54312	LESMENILS
54061	BENAMENIL	54145	CREVIC	54224	GERMONVILLE	54313	LETRICOURT
54062	BENNEY	54146	CREZILLES	54225	GEZONCOURT	54315	LEYR
54063	BERNECOURT	54147	CRION	54226	GIBEAUMEIX	54316	LIMEY-REMENAUVILLE
54064	BERTRAMBOIS	54148	CROISMARE	54227	GIRAUMONT	54317	LIRONVILLE
54065	BERTRICHAMPS	54149	CRUSNES	54228	GIRIVILLER	54320	LOISY
54066	BETTAINVILLERS	54151	CUTRY	54229	GLONVILLE	54322	LONGUYON
54067	BEUVEILLE	54152	DAMELEVIERES	54230	GOGNEY	54324	LOREY
54068	BEUVEZIN	54153	DAMPVITOUX	54231	GONDRECCOURT-AIX	54325	LOROMONTZEY
54069	BEUVILLERS	54154	DENEUVRE	54233	GONDREXON	54326	LUBEY
54070	BEY-SUR-SEILLE	54155	DEUXVILLE	54234	GORCY	54327	LUCEY
54071	BEZANGE-LA-GRANDE	54156	DIARVILLE	54235	GOVILLER	54330	LUPCOURT
54072	BEZAUMONT	54157	DOLCOURT	54236	GRAND-FAILLY	54331	MAGNIERES
54073	BICQUELEY	54158	DOMEVRE-EN-HAYE	54237	GRIMONVILLER	54333	MAILLY-SUR-SEILLE
54074	BIENVILLE-LA-PETITE	54160	DOMEVRE-SUR-VEZOUZE	54238	GRIPPORT	54334	MAIRY-MAINVILLE
54075	BIONVILLE	54161	DOMGERMAIN	54239	GRISCOURT	54335	MAIXE
54076	BLAINVILLE-SUR-L'EAU	54162	DOMJEVIN	54240	GROSROUVRES	54336	MAIZIERES
54077	BLAMONT	54163	DOMMARIE-EULMONT	54241	GUGNEY	54337	MALAVILLERS
54078	BLEMERIEY	54164	DOMMARTIN	54242	GYE	54338	MALLELOY
54080	BLENOD-LES-TOUL	54165	DOMMARTEMONT	54243	HABLAINVILLE	54340	MAMEY
54081	BOISMONT			54244	HAGEVILLE	54341	MANCE
54082	BONCOURT			54245	HAGNEVILLE	54342	MANCIEULLES
54083	BONVILLER			54246	HALLOVILLE	54343	MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS

54344	MANGONVILLE	54408	OLLEY	54475	SAINT-GERMAIN	54537	UGNY
54345	MANONCOURT-EN-VERMOIS	54409	OMELMONT	54476	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	54538	URUFFE
54346	MANONCOURT-EN-WOEVRE	54410	ONVILLE	54477	SAINT-JULIEN-LES-GORZE	54539	VACQUEVILLE
54348	MANONVILLE	54411	ORMES-ET-VILLE	54478	SAINT-MARCEL	54540	VAL-ET-CHATILLON
54349	MANONVILLER	54412	OTHE	54479	SAINT-MARD	54541	VALHEY
54350	MARAINVILLER	54413	OZERAILLES	54480	SAINT-MARTIN	54542	VALLEROY
54351	MARBACHE	54414	PAGNEY-DERRIERE-BARINE	54481	SAINT-MAURICE-AUX-FORGES	54543	VALLOIS
54352	MARON	54416	PANNES	54488	SAINT-SAUVEUR	54544	VANDELAIVILLE
54353	MARS-LA-TOUR	54417	PARAY-SAINT-CESAIRE	54489	SAINT-SUPPLET	54545	VANDELEVILLE
54354	MARTHEMONT	54418	PARROY	54490	SAIZERAI	54548	VANNES-LE-CHATEL
54355	MARTINCOURT	54419	PARUX	54491	SANCY	54550	VATHIMENIL
54356	MATTEHEY	54420	PETIT-FAILLY	54492	SANZEY	54551	VAUCOURT
54358	MAZERULLES	54421	PETITMONT	54493	SAULNES	54552	VAUDEMONT
54359	MEHONCOURT	54422	PETTONVILLE	54494	SAULXEROTTE	54553	VAUDEVILLE
54360	MENIL-LA-TOUR	54423	PEXONNE	54496	SAULXURES-LES-VANNES	54554	VAUDIGNY
54362	MERCY-LE-BAS	54424	PHLIN	54497	SAXON-SION	54555	VAXAINVILLE
54363	MERCY-LE-HAUT	54425	PIENNES	54498	SEICHAMPS	54556	VEHO
54364	MEREVILLE	54426	PIERRE-LA-TREICHE	54499	SEICHEPREY	54558	VELAINE-SOUS-AMANCE
54365	MERVILLER	54427	PIERRE-PERCEE	54500	SELAINCOURT	54559	VELLE-SUR-MOSELLE
54366	MESSEIN	54428	PIERREPONT	54501	SERANVILLE	54560	VENEY
54367	MEXY	54429	PIERREVILLE	54502	SERRES	54561	VENNEZEY
54368	MIGNEVILLE	54432	PONT-SAINT-VINCENT	54504	SERROUVILLE	54562	VERDENAL
54369	MILLERY	54433	PORT-SUR-SEILLE	54505	SEXEY-AUX-FORGES	54563	VEZELISE
54370	MINORVILLE	54434	PRAYE	54506	SEXEY-LES-BOIS	54564	VIEVILLE-EN-HAYE
54371	MOINEVILLE	54435	PRENY	54507	SIONVILLER	54565	VIGNEULLES
54372	MOIVRONS	54436	PREUTIN-HIGNY	54508	SIVRY	54566	VILCEY-SUR-TREY
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	54437	PULLIGNY	54509	SOMMERVILLER	54567	VILLACOURT
54374	MONCEL-SUR-SEILLE	54438	PULNEY	54510	SORNEVILLE	54568	VILLE-AU-MONTOIS
54375	MONTAUVILLE	54440	PUXE	54511	SPONVILLE	54569	VILLE-AU-VAL
54376	MONTENOY	54441	PUXIEUX	54512	TANCONVILLE	54570	VILLECEY-SUR-MAD
54377	MONTIGNY	54442	QUEVILLONCOURT	54513	TANTONVILLE	54571	VILLE-EN-VERMOIS
54378	MONTIGNY-SUR-CHIERS	54443	RAON-LES-L'EAU	54514	TELLANCOURT	54572	VILLE-HOUDLEMONT
54379	MONT-L'ETROIT	54444	RAUCOURT	54515	THELOD	54573	VILLERS-EN-HAYE
54380	MONT-LE-VIGNOBLE	54445	RAVILLE-SUR-SANON	54516	THEY-SOUS-VAUDEMONT	54574	VILLERS-LA-CHEVRE
54381	MONTREUX	54446	RECHICOURT-LA-PETITE	54517	THEZEY-SAINT-MARTIN	54576	VILLERS-LE-ROND
54383	MONT-SUR-MEURTHE	54447	RECLONVILLE	54518	THIAUCOURT-REGNIEVILLE	54577	VILLERS-LAS-MOIVRONS
54385	MORFONTAINE	54449	REHAINVILLER	54519	THIAVILLE-SUR-MEURTHE	54579	VILLERS-SOUS-PRENY
54386	MORIVILLER	54450	REHERREY	54520	THIEBAUMENIL	54580	VILLERUPT
54387	MORVILLE-SUR-SEILLE	54451	REHON	54521	THIL	54581	VILLE-SUR-YRON
54388	MOUACOURT	54452	REILLON	54522	THOREY-LYAUTEY	54582	VILLETTE
54389	MOUAVILLE	54453	REMBERCOURT-SUR-MAD	54523	THUILLEY-AUX-GROSEILLES	54583	VILLEY-LE-SEC
54390	MOUSSON	54455	REMENOVILLE	54524	THUMEREVILLE	54584	VILLEY-SAINT-ETIENNE
54391	MOUTIERS	54456	REMEREVILLE	54525	TIERCELET	54585	VIRECOURT
54392	MOUTROT	54457	REMONCOURT	54527	TONNOY	54586	VITERNE
54393	MOYEN	54458	REPAIX	54529	TRAMONT-EMY	54587	VITREY
54394	MURVILLE	54459	RICHARDMENIL	54530	TRAMONT-LASSUS	54588	VITRIMONT
54396	NEUFMAISONS	54460	ROGEVILLE	54531	TRAMONT-SAINT-ANDRE	54589	VITTONVILLE
54398	NEUVILLER-LES-BADONVILLER	54461	ROMAIN	54532	TREMBLECOURT	54590	VIVIERS-SUR-CHIERS
54399	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	54463	ROSIERES-EN-HAYE	54533	TRIEUX	54591	VOINEMONT
54400	NOMENY	54464	ROUVES	54534	TRONDES	54592	VRONCOURT
54401	NONHIGNY	54465	ROVILLE-DEVANT-BAYON	54535	TRONVILLE	54593	WAVILLE
54402	NORROY-LE-SEC	54466	ROYAUMEIX	54536	TUCQUEGNIEUX	54594	XAMMES
54403	NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON	54467	ROZELIEURES			54595	XERMAMENIL
54404	NOVIAANT-AUX-PRES	54468	SAFFAIS			54596	XEUILLEY
54405	OCHEY	54469	SAINT-AIL			54597	XIROCOURT
54406	OGEVILLER	54470	SAINT-BAUSSANT			54598	XIVRY-CIRCOURT
54407	OGNEVILLE	54471	SAINT-BOINGT			54599	XONVILLE
		54472	SAINT-CLEMENT			54600	XOUSSE
		54473	SAINT-FIRMIN			54601	XURES
		54474	SAINTE-GENEVIEVE			54602	HAN-DEVANT-PIERREPONT

ANNEXE 2

Groupements de Communes du département de Meurthe-et-Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	GROUPEMENTS
200007003	CC DU PAYS DE LONGUYON
245400437	CC DU PAYS DE BRIEY
245400478	CC DE HAZELLE
245400593	CC DU PAYS DE LA HAUTE VEZOUZE
245400635	CC DU FROIDMONT
245400718	CC DU PAYS DE LA VEZOUZE
245400726	CC DU GRAND VALMON
245400734	CC DES TROIS VALLEES
245400742	CC DES COTES EN HAYE
245400759	CC DU PAYS DU SANON
245400775	CC DE SEILLE ET MAUCHERE
245400783	CC DU SAINTOIS
245400809	CC DU BADONVILLOIS
245400825	CC DU PAYS AUDUNOIS
245400833	CC DU MAD A L'YRON
245400841	CC DES DEUX RIVIERES
245400866	CC GRAND COURONNE
245400890	CC ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE

245400908	CC DU CRISTAL
245400916	CC DE LA MORTAGNE
245400924	CC DU VAL DE MEURTHE
245400932	CC DU BAYONNAIS
245400940	CC DU SAINTOIS AU VERMOIS
245400957	CC DU MIRABEE
245400965	CC DE LA PIPISTRELLE

ANNEXE 3

Syndicats de Communes du département de Meurthe-et-Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	SYNDICATS
245400692	SIVOM DE LA NATAGNE ET DE LA MAUCHERE
245400882	SYNDICAT DU PAYS DE CHARENCEY-VEZIN

Service transport et sécurité

Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/021/TBSC du 19 juin 2007 portant réfection de la couche de roulement de l'A33 au droit de l'ouvrage d'art n° A33110 dans le sens Paris-Strasbourg

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'A33 au droit de l'ouvrage d'art n° A33110 au PR 10+650 dans le sens Paris-Strasbourg, sur le territoire de la commune de Fléville-dt-Nancy ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Ces travaux sont prévus sur l'A33 dans le sens Paris-Strasbourg au PR 10+650 le 27 juin 2007 en une nuit de 20 h 00 à 7 h 00.

La circulation s'établit comme suit sur l'A33 du PR 8+800 au PR 13+500 : dans le sens Paris-Strasbourg

- la circulation s'effectue sur la voie de droite uniquement (neutralisation de la voie de gauche)

- il est interdit de doubler

- la vitesse est limitée à 90 km/h

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement – PR 10+120

- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche du sens Strasbourg - Paris entre les PR 10+120 et 12+120 à une vitesse limitée à 70 km/h

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement - PR 12+120

dans le sens Strasbourg-Paris

- la voie de gauche est neutralisée

- la circulation s'effectue sur la voie de droite

- la vitesse est limitée à 70 km/h

Art. 2 : Bretelles fermées pendant les travaux

La bretelle d'entrée (Nancy- Strasbourg) pour les usagers venant de l'A330 en direction de l'A33 ;

la bretelle d'entrée (Epinal- Strasbourg) pour les usagers venant de l'A330 en direction de l'A33 ;

la bretelle de sortie (Paris - Nancy) pour les usagers venant de l'A33 en direction de l'A330.

Art. 3 : Dans les sens Paris-Strasbourg de 20 h 00 à 7 h 00, la vitesse est limitée sur l'A33 de manière dégressive de 110 km/h à 70 km/h le 27 juin 2007 entre les PR 10+120 et 12+120.

Art. 4 : Les usagers venant de Nancy par l'A330 désirant se rendre à Strasbourg par l'A33, doivent continuer en direction d'Epinal et sortir à la bretelle de la Z.I de Ludres-Fléville, puis rue Pasteur, rue Denis Papin, rue Gustave Eiffel, rue du Champ Moyen puis la bretelle Fléville / Strasbourg de l'échangeur Fléville Z.I – A33 direction Strasbourg ;

les usagers venant d'Epinal par l'A330 désirant se rendre à Strasbourg par l'A33, doivent sortir à la bretelle de la Z.I de Ludres-Fléville, puis rue Pasteur, rue Denis Papin, rue Gustave Eiffel, rue du Champ Moyen puis la bretelle Fléville / Strasbourg de l'échangeur Fléville Z.I – A33 direction Strasbourg ;

les usagers venant de Paris par l'A33 désirant se rendre à Nancy par l'A330 doivent sortir à la bretelle direction Epinal, puis sortir à la bretelle de la Z.I de Ludres-Fléville, puis rue Pasteur et reprendre la direction de Nancy par l'A330

Art. 5 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 6 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par le district de Nancy, CEI de Fléville.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le président de la communauté urbaine du Grand Nancy, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à Champigneulle et les maires de Ludres et Fléville-dt-Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 19 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de STS,
B. HILT

Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/023/TBSC du 25 juin 2007 concernant les travaux de réparation de glissières de sécurité – viaduc de la Chiers - RN 52

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de réparation de glissières de sécurité (viaduc de la Chiers) sur la RN 52 dans le sens Metz-Longwy entre l'échangeur de Mexy et l'échangeur du Pulventeux, sur le territoire de la commune de Rehon ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mercredi 27 juin 2007 de 8 h 00 à 17 h 00, la circulation sera interdite sur la RN 52 entre les PR 14+128 et 18+247 (viaduc de la Chiers) entre l'échangeur de Mexy et l'échangeur du Pulventeux, dans le sens Metz-Longwy, sur le territoire de la commune de Rehon.

Art. 2 : Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

1° - Sens Metz-Longwy

Sur la RN 52, au droit de l'échangeur de Mexy, prendre la RD 520 (traverse de la commune de Longwy) jusqu'au giratoire Est du Pulventeux, carrefour avec de la RD 618 et emprunter ensuite l'échangeur de la RN 52 direction Arlon-Luxembourg.

2° - Sens Longwy – Metz

Sur la RN 52, au droit de l'échangeur du Pulventeux (sortie Verdun-Longuyon), prendre la direction de Metz par la RD 618, puis la RD 520 (traverse de la commune de Longwy), emprunter ensuite l'échangeur de Mexy direction Metz.

3° - Sens RD 618 - Metz

Sur la RD 618, au droit de l'échangeur du giratoire Ouest du Pulventeux en direction de Longwy prendre la RD 520 au giratoire Est du Pulventeux (traverse de la commune de Longwy) et emprunter ensuite l'échangeur de Mexy direction Metz.

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 4 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la DIR-Est (CEI de Villers-la-Chèvre)

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Rehon, Longwy et Mexy, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S., du S.A.M.U et du SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de STS,
B. HILT

Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/025/TBSC du 29 juin 2007 concernant les travaux de vérification de l'ouvrage d'art n° A311/030 sur la bretelle de la « Queue de Chat » - Liaison A31 - RD 611

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de vérification de l'ouvrage d'art n° A311/030 au PR 1+349 de la bretelle de la "Queue de Chat" liaison entre l'A31 et la RD 611, sur le territoire des communes de Toul et Dommarin-lès-Toul ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mardi 03 juillet 2007 de 9 h 00 à 15 h 00, la circulation sera alternée au moyen de piquets K10 sur la bretelle bidirectionnelle de la "Queue de Chat" dans le sens A31 (Nancy) - RD 611 (Toul) entre les PR 1+319 et 1+379, sur le territoire des communes de Toul et Dommarin-lès-Toul.

Art. 2 : Les usagers venant de NANCY par l'A31 en direction de la RD 611 ainsi que les usagers venant de la RD 611 en direction de Nancy où de Paris par l'A31 empruntant la bretelle de la "Queue de Chat" devront respecter la circulation alternée au moyen de piquets K10 entre les PR 1+319 et 1+379.

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 4 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la DIR-Est (CEI de Fléville)

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement, le président du conseil général de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle et le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à Champigneulle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Toul et Dommarin-lès-Toul, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de STS,
B. HILT

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" du 15 juin 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'association ASFED (Accueil et Soutien aux Femmes en Difficulté) CHIC SERVICES – 11 boulevard Jean Jaurès – 54000 NANCY

siret 378 103 618 00013 - code APE 747 Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Art. 2 : Le secrétaire général et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'association et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 15 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" du 13 juillet 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Art. 1^{er} : L'association Petite Enfance de Piennes - Multi accueil Coccinelle – Avenue Joliot Curie – 54490 PIENNES
siret 490 581 618 000 17 - code APE 913

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Art. 2 : Le secrétaire général et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'association et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 13 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" du 13 juillet 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Art. 1^{er} : L'association Canal Myrtille - 2 rue Pierre Pierron – 54120 THIAVILLE-SUR-MEURTHE

siret 395 222 755 000 13 - code APE 922 A

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Art. 2 : Le secrétaire général et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'association et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 13 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" du 13 juillet 2007 au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Art. 1^{er} : L'association INES -4, rue Florent Schmitt – 54300 LUNEVILLE

siret 378 413 413 000 22 - code APE 745 A

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Art. 2 : Le secrétaire général et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'association et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 13 juillet 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports**Liste des associations de Meurthe-et-Moselle ayant reçu l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 29 mai 2007**

Les globe-trotters foyer Louis Aragon rue du colonel Driant 54110 Varangéville	n° 54-2384
Expression K'danse 21, rue du maréchal Leclerc 54720 Lexy	n° 54-2385
Aye Aye v.o 26 rue de Paris 54000 Nancy	n° 54-2386
C.L.A.V.E. 16 rue Stanislas 54000 Nancy	n° 54-2387
Ecole de musique du Saintois 4, place Caye 54740 Haroué	n° 54-2388
Association des petits débrouillard de lorraine	n° 54-2389

Ecole primaire Jules Romains rue de la Seille 54320 Maxéville	n° 54-2390
Le grand Sauvoy 17 rue de Metz 54320 Maxéville	n° 54-2391
Ecole de musique de Varangéville 11 rue Gambetta 54110 Varangéville	n° 54-2392
Atelier d'expression inter génération 112 rue Léonard Bourcier 54000 Nancy	n° 54-2393
Adultes et enfants inadaptés mentaux 6 allée de Saint-Cloud 54602 Villers-lès-Nancy cedex	n° 54-2394
Familles rurales de Val et Châtillon Mairie Grande Rue 54480 Val et Châtillon	n° 54-2395
Familles rurales de Fontenoy la Joute Mairie 17 rue Saint-Pierre 54122 Fontenoy-la-Joute	n° 54-2426
Centre musical de Labry 3 rue Marie Curie 54800 Labry	n° 54-2427
Association des jeunes de Notre Dame de Lourdes 149 rue du général Leclerc 54000 Nancy	n° 54-2428
Pole de l'image 6, rue Clemenceau 54190 Villerupt	n° 54-2429
Union régionale des foyers ruraux de Lorraine 3 bis Pixérécourt 54220 Malzéville	n° 54-2430
Foyer rural du Vezin Place Poincaré 54110 Crévic	n° 54-2431
Il était une fois MJC Haut du Lièvre 854 avenue Pinchard 54100 Nancy	n° 54-2432
Maison des jeunes et de la culture de Maxéville 14 rue du 15 septembre 1944 54320 Maxéville	
Associations renouvelées (n'ayant jamais fait l'objet d'une radiation) :	
Association socioculturelle DAM'J Maison des Associations rue J. Moulin	(ancien numéro à retirer : 54-570)
54360 Damelevières	n° 54-2397
Comité des Fêtes Mairie Place Goethe 54510 Tomblaine	(ancien numéro à retirer : 54-684)
A.S.L.M. Mairie rue d'Haguenau 54280 Moncel-sur-Seille	(ancien numéro à retirer : 54-663)
Centre Louis Aragon rue Hector Berlioz BP 88 54250 Champigneulle	(ancien numéro à retirer : 54-527)
Association culturelle de Grand Faily rue des Ecoles 54260 Grand Faily	(ancien numéro à retirer : 54-647)
C.R.I.S.T.E.E.L. 14 rue du cheval blanc 54000 Nancy	(ancien numéro à retirer : 54-694)
Culture Loisirs Evasion 46 rue Bogdan Politanski 54810 Longlaville	(ancien numéro à retirer : 54-700)
Familles rurales Ceintrey Voinemont 2 rue de l'Eglise 54134 Voinemont	(ancien numéro à retirer : 54-696)
Foyer Désilles 3 rue de la Craffe 54000 Nancy	(ancien numéro à retirer : 54-680)
Biennale internationale de l'image 4 rue du Moulin de Boudonville 54000 Nancy	(ancien numéro à retirer : 54-194)
Association Canal Myrtille 2 rue Pierre Pierron 54120 Thierville sur Meurthe	(ancien numéro à retirer : 54-670)
Association Espace 85 29 rue du colonel Grandval 54000 Nancy	(ancien numéro à retirer : 54-688)
Ecole des musiques actuelles porte de la Craffe rue des Frères Henri 54000 Nancy	(ancien numéro à retirer : 54-641)
Association services loisirs vacances Tourisme adapté 6 rue des clairons BP 38 54210 Saint Nicolas de Port	(ancien numéro à retirer : 54-703)
Chœur des Cordeliers Ensemble Poirel rue Chanzy 54000 Nancy	(ancien numéro à retirer : 54-707)

Ecole de Musique E3M 55 rue du Capitaine Caillon 54230 Neuves-Maisons	n° 54-2411 (ancien numéro à retirer : 54-653)	Hôtel de Ville 25 rue de la République 54140 JARVILLE LA MALGRANGE		
Association jeunesse culture loisirs de Saulnes Mairie 54650 Saulnes	n° 54-2412 (ancien numéro à retirer : 54-665)	VITERNE ET ENVIRONS Mairie 2 rue de la Mairie 54123 VITERNE	54-650	02/03/1998
A.G.I.R. 2, rue Maurice Barrès 54830 Gerbéviller	n° 54-2413 (ancien numéro à retirer : 54-671)	THEATRE DE LA CUVETTE 71 bis rue de Mon désert 54000 NANCY	54-655	02/03/1998
Association familiale de Villers-lès-Nancy 17 rue du haut de la Taye 54600 Villers-lès-Nancy	n° 54-2414 (ancien numéro à retirer : 54-682)	ASSOCIATION BILLES EN TETES 34 Grande Rue 54230 CHALIGNY	54-666	08/01/1999
Vandoeuvre Echecs 39 rue Stanislas 54000 Nancy	n° 54-2415 (ancien numéro à retirer : 54-652)	ASSOCIATION DEVELOPPEMENT ECHANGES ENTRE LA GUADELOUPE 382 avenue de la Libération 54000 NANCY	54-661	08/01/1999
Association sportive et culturelle de Saulxures lès Nancy Mairie 54420 Saulxures-lès-Nancy	n° 54-2416 (ancien numéro à retirer : 54-617)	COMPAGNIE D'URGENCE 2 52 rue Jean Lamour 54000 NANCY	54-662	08/01/1999
Artisans du monde 118 rue Saint Dizier 54000 Nancy	n° 54-2417 (ancien numéro à retirer : 54-648)	EKKER ECOUTER SON CORPS 7 allée de Rotterdam 54500 VANDOEUVRE	54-668	08/01/1999
Arabesque Maison des Associations 10 rue Kennedy 54130 Saint-Max	n° 54-2418 (ancien numéro à retirer : 54-702)	NOMENY 5 Route de Nancy 54610 NOMENY	54-658	08/01/1999
Ecole de Musique et d'expression artistique du pays de l'Orne Maison des Associations 66 rue Pasteur 54310 Homécourt	n° 54-2419 (ancien numéro à retirer : 54-690)	ASSOCIATION PAROISSIALE NOTRE DAME DE LOURDES 149 avenue du général Leclerc 54000 NANCY	54-667	08/01/1999
Association pour la sauvegarde du patrimoine architectural et culturel de Blénod-lès-Toul Place du château 54113 Blénod-lès-Toul	n° 54-2420 (ancien numéro à retirer : 54-681)	ASSOCIATION CURIE CURIEUX 7 Grande Allée 54220 MALZEVILLE	54-659	08/01/1999
Chemin d'Images 1 impasse Pierre Badot 54200 Toul	n° 54-2421 (ancien numéro à retirer : 54-693)	ECOLE DE MUSIQUE 24 rue de Serre 54610 PAGNY-SUR-MOSELLE	54-660	08/01/1999
Association Familles Rurales de Grippont Mairie 23 grande rue 54290 Grippont	n° 54-2422 (ancien numéro à retirer : 54-701)	Ferme Pédagogique Place du capitaine Gaudet 54118 MOYEN	54-664	08/01/1999
Chorale Amarelli 10 square Romain Rolland 54850 Méréville	n° 54-2423 (ancien numéro à retirer : 54-692)	ASSOCIATION JEUNES LANEUEVILLE Mairie rue du général Patton 54110 LANEUEVILLE DEVT NANCY	54-679	06/10/1999
Foyer d'étudiantes de l'Assomption 37 rue Raymond Poincaré 54000 Nancy	n° 54-2424 (ancien numéro à retirer : 54-642)	VOYAGE ET PARTAGE CLID 29 Rue de Pixérécourt 54000 NANCY	54-673	06/10/1999
Ecole intercommunale de Musique du Pays Haut 54640 Tucquegnieux	n° 54-2425 (ancien numéro à retirer : 54-678)	MJC D'AUTREPIERRE Mairie 8 place de la Mairie 54450 AUTREPIERRE	54-676	06/10/1999
Clé de voûte du blâmontois Mairie place de l'Hôtel de Ville 54150 Blâmont	n° 54-2433 (ancien numéro à retirer : 54-675)	ALESE Chez M. Roja ORTEGA 22 rue des Tiercelins 54000 NANCY	54-669	06/10/1999
Ensemble Stanislas 11 grande rue 54000 Nancy	n° 54-2434 (ancien numéro à retirer : 54-685)	AUX ACTES CITOYENS Espace Jean Jaurès Avenue de la République 54510 TOMBLAINE	54-674	06/10/1999
Association COLO-RE du Pays Haut 54640 Tucquegnieux	n° 54-2435 (ancien numéro à retirer : 54-677)	JE CONTE A TUE TETE 6 rue Jean Coqueron 54670 MONTENOY	54-686	02/06/2000
Nancy, le 29 mai 2007	Pour le Préfet et par délégation, Le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports, Bernard FUSS	ULMJC ET ASSOCIATIONS AMIES DE VEZOUZE EN MEURTHE 4 Rue de Grammont 54120 MERVILLER	54-687	02/06/2000
		ASSOCIATION ESPACE 85 29 Rue du colonel Grandval 54000 NANCY	54-688	02/06/2000
		MJC ARC EN CIEL 8 rue du Four 54380 VILLERS EN HAYE	54-698	07/12/2000
		ASSOCIATION AVICENNE Mairie 1 boulevard du 8 mai 54350 MONT SAINT MARTIN	54-699	07/12/2000
		ASSOCIATION CULTURE LOISIRS EVASION Centre Elsa Triolet - BP 5 54810 LONGLAVILLE	54-700	07/12/2000
		MARBACHE TELE LOCALE 64 Rue Clemenceau 54820 MARBACHE	54-695	07/12/2000
		ASSOCIATION ARRIMAGE 201 avenue Raymond Pinchard 54100 NANCY	54-706	19/07/2001
		L'ARABESQUE Maison des Associations 10 rue Kennedy 54130 SAINT-MAX	54-702	19/07/2001
		ASSOCIATION AUDUN HORIZON 2000 Collège Gaston Ramon 54560 AUDUN LE ROMAN	54-704	19/07/2001
		ASSOCIATION SAINT MARTIN 42 Rue de l'Eglise 54220 MALZEVILLE	54-708	18/01/2002
		ASSOCIATION HORIZONS Résidence le Montet	54-710	18/01/2002

Liste des associations de Meurthe-et-Moselle dont le numéro d'agrément jeunesse et éducation populaire a été retiré après avis de la commission départementale du 29 mai 2007

CENTRE POUCHKINE 1 rue de la Monnaie 54000 NANCY	54-646	29/08/1997
LES AMIS DE NADIA Péniche Nadia port du canal 54250 CHAMPIGNEULLES	54-644	29/08/1997
ECOLE DE MUSIQUE CANTALYRA MAIRIE 13 rue de Rigny 54200 TOUL	54-637	29/08/1997
GENERATION CROIX DE METZ Espace André Malraux 54200 TOUL	54-638	29/08/1997
ASSOCIATION CULTURE COMMUNICATION ECHANGE SOCIALISATION Espace Jean Jaurès 54510 TOMBLAINE	54-654	02/03/1998
ASSOCIATION CREATIVES Rue de Nagimpré 54670 MILLERY	54-651	02/03/1998
MODELE CLUB DE L'AVANT GARDE 37 Rue des Jardins Fleuris 54340 POMPEY	54-656	02/03/1998
JARVILLE ACTIVITES ARTISTIQUES ET MUSICALES	54-657	02/03/1998

251 rue Jeanne d'Arc
54000 NANCY
EVAD ET VOUS 54-711 18/01/2002
31 rue de la République
54000 NANCY
LES PASSAGERS DE L'EPEMERE 54-712 18/01/2002
MJC DESFORGES
54000 NANCY
Nancy, le 29 mai 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports,
Bernard FUSS

Extrait de l'arrêté n° 2007-1/ SJS du 18 juin 2007 portant agrément au titre du volontariat associatif du CRIJ Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association le C.R.I.J de Lorraine est agréée pour une durée de 4 ans, prenant effet le 18 juin 2007 et s'interrompant le 17 juin 2011 pour participer aux missions de volontariat associatif selon le type des missions définies ci dessous :

Thèmes des missions	Secteurs géographiques	Types de missions
Prévention santé	Agglomération de Nancy	Actions de prévention sur les risques du tabac, du cannabis, et de la mauvaise nutrition auprès des classes de collèges et des jeunes adhérents des associations.
Educateur à la Citoyenneté	Agglomération de Nancy	Participation aux actions de formation et d'information du C.R.I.J.L.

Art. 2 : L'association est autorisée à conclure des contrats de volontariat dans les conditions suivantes

Nombre d'engagements cumulés autorisés par année civile		Nombre de volontaires correspondants	
Année N	Année N+1	Année N	Année N+1
2	2	2	2
Année +3	Année +4	Année N+3	Année +4
2	2	2	2

Art. 3 : Au terme de chaque année civile, et au plus tard avant le 31 janvier de l'année suivante, l'association adresse :

- le compte rendu annuel prévu par l'article 8 du décret n°2006-1205 du 29 septembre 2006 susvisé au directeur régional et départemental de la Jeunesse et des Sports de Meurthe-et-Moselle ainsi que,
- la déclaration annuelle obligatoire des données sociales des volontaires au ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports (Direction de la vie associative, de l'emploi et des formations).

Art. 4 : L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré dans les cas prévus par l'article 10 du décret n°2006-1205 du 29 septembre 2006 susvisé.

Art. 5 : L'association C.R.I.J.L s'engage à notifier, sans délai, au préfet (directeur régional et départemental de la Jeunesse et des Sports de Meurthe-et-Moselle), toute modification des statuts postérieure à la délivrance de l'agrément ou des conditions d'accueil des volontaires déclarés en vue de la délivrance de l'agrément.

Art. 6 : L'association tient à la disposition du préfet (directeur régional et départemental de la Jeunesse et des Sports de Meurthe-et-Moselle) tous les documents probants ou les pièces justificatives nécessaires au contrôle des conditions d'exercice de la mission de volontariat conformément à l'article 9 du décret n°2006-1205 du 29 septembre 2006 susvisé.

Art. 7 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle, par délégation le directeur régional et départemental de la Jeunesse et des Sports de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction générale de la comptabilité publique

Paierie départementale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Annie HOERNER, contrôleur principal

Le soussigné,
Annie ROUILLEAUX, payeur départemental de Meurthe et Moselle
Déclare
Constituer pour son mandataire spécial et général Madame Annie HOERNER, contrôleur principal, demeurant à Frouard.
Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle entendant ainsi transmettre à Annie HOERNER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Madame Annie HOERNER,
Contrôleur principal
Signature du mandant
Madame Annie ROUILLEAUX,
Payeur départemental de Meurthe-et-Moselle

Donner délégation à Annie HOERNER pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Madame Annie HOERNER,
Contrôleur principal
Signature du délégant
Madame Annie ROUILLEAUX,
Payeur départemental de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 16 juillet 2007

Paierie départementale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine DIEUDONNÉ, contrôleur principal

Le soussigné,
Annie ROUILLEAUX, payeur départemental de Meurthe et Moselle
Déclare

Constituer pour son mandataire spécial et général Madame Martine DIEUDONNÉ, contrôleur principal, demeurant à Villers les Nancy.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Paierie Départementale, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie départementale entendant ainsi transmettre à Martine DIEUDONNÉ tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Madame Martine DIEUDONNÉ,
Contrôleur principal
Signature du mandant
Madame Annie ROUILLEAUX,
Payeur départemental de Meurthe-et-Moselle

Donner délégation à Martine DIEUDONNÉ pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Madame Martine DIEUDONNÉ,
Contrôleur principal
Signature du délégant
Madame Annie ROUILLEAUX,
Payeur départemental de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 16 juillet 2007

Paierie départementale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Muriel DA SILVA, contrôleur principal

Le soussigné,
Annie ROUILLEAUX, payeur départemental de Meurthe et Moselle
Déclare

Constituer pour son mandataire spécial et général Madame Muriel DA SILVA, contrôleur principal, demeurant à Saint Nicolas de Port.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle entendant ainsi

transmettre à Muriel DA SILVA tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire Madame Muriel DA SILVA, Contrôleur principal	Signature du mandant Madame Annie ROUILLEAUX, Payeur départemental de Meurthe-et-Moselle
--	--

Donner délégation à Muriel DA SILVA pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire Madame Muriel DA SILVA, Contrôleur principal	Signature du délégant Madame Annie ROUILLEAUX, Payeur départemental de Meurthe-et-Moselle
---	---

Nancy, le 16 juillet 2007

Trésorerie de Nancy municipale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Dieynaba WADE, inspecteur du trésor public

Le soussigné,
Alain HOMAND, trésorier de Nancy municipale
Déclare

Constituer pour son mandataire spécial et général Mlle Dieynaba WADE, inspecteur du trésor public, demeurant à Nancy.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de NANCY MUNICIPALE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Nancy municipale, entendant ainsi transmettre à Mlle Dieynaba WADE tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire Mademoiselle Dieynaba WADE, Inspecteur du trésor public	Signature du mandant Monsieur Alain HOMAND, Trésorier de Nancy municipale
---	---

le cas échéant,

Donner délégation à Mlle Dieynaba WADE pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire Mademoiselle Dieynaba WADE, Inspecteur du trésor public	Signature du délégant Monsieur Alain HOMAND, Trésorier de Nancy municipale
--	--

Nancy, le 25 juillet 2007

Trésorerie de Nancy municipale – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Elise MORIN, inspecteur du trésor public

Le soussigné,
Alain HOMAND, trésorier de Nancy municipale
Déclare

Constituer pour son mandataire spécial et général Mlle Elise MORIN, inspecteur du trésor public, demeurant à Nancy.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de NANCY MUNICIPALE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Nancy municipale, entendant ainsi transmettre à Mlle Elise MORIN tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services

qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire Mademoiselle Elise MORIN, Inspecteur du trésor public	Signature du mandant Monsieur Alain HOMAND, Trésorier de Nancy municipale
---	---

le cas échéant,

Donner délégation à Mlle Elise MORIN pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire Mademoiselle Elise MORIN, Inspecteur du trésor public	Signature du délégant Monsieur Alain HOMAND, Trésorier de Nancy municipale
--	--

Nancy, le 25 juillet 2007

Trésorerie du centre psychothérapique de Nancy Laxou – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Chantal SAGNIER, contrôleur du trésor

La soussignée,
Claire ESCHBACH née GUIGNON, trésorière du centre psychothérapique de Nancy Laxou
Déclare

Constituer pour son mandataire spécial et général Mlle Chantal SAGNIER, contrôleur du trésor.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie Du centre psychothérapique de NANCY LAXOU, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie Du Centre psychothérapique de NANCY LAXOU, entendant ainsi transmettre à Mlle Chantal SAGNIER tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire Mademoiselle Chantal SAGNIER, Contrôleur du trésor	Signature du mandant Madame Claire ESCHBACH, Trésorière du centre psychothérapique de Nancy Laxou
--	---

Donner délégation à Mademoiselle Chantal SAGNIER pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire Mademoiselle Chantal SAGNIER, Contrôleur du trésor	Signature du délégant Madame Claire ESCHBACH, Trésorière du centre psychothérapique de Nancy Laxou
---	--

Laxou, le 23 juillet 2007

Trésorerie du centre psychothérapique de Nancy Laxou – Procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Isabelle LEROY, agent de recouvrement principal du trésor

La soussignée,
Claire ESCHBACH née GUIGNON, trésorière du centre psychothérapique de Nancy Laxou
Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mlle Isabelle LEROY, agent de recouvrement principal du trésor.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie Du centre psychothérapique de NANCY LAXOU, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie Du Centre psychothérapique de NANCY LAXOU, entendant ainsi transmettre à Mlle Isabelle LEROY tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Mademoiselle Isabelle LEROY,
Agent de recouvrement principal
du Trésor

Signature du mandant
Madame Claire ESCHBACH,
Trésorière du centre psychothérapique
de Nancy Laxou

Laxou, le 23 juillet 2007

Trésorerie générale

Délégation de signature – Modifications à compter du mois de mars 2007

Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, décide de modifier sa délégation de signature du 1^{er} septembre 2005.

Les modifications concernent les points suivants :

II – DELEGATIONS SPECIALES

Point 2 sur les déclarations de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives à :

- Mlle Nathalie SAULNIER, inspecteur, gérant intérimaire du service Recouvrement Produits divers, en remplacement de M. Claude DAUVAN.

Point 6 sur le fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux à :

- Mlle Nathalie SAULNIER, inspecteur, gérant intérimaire du service Recouvrement Produits divers, en remplacement de M. Claude DAUVAN

- M. Christian CARBILLET, inspecteur, gérant intérimaire du service Recouvrement Centralisation, en remplacement de M. David DE BEAUMONT

- M. Vincent TOLDRE, inspecteur, chef du service Contrôle Financier Déconcentré, en remplacement de Mme Eliane GRANIE.

Point 7 sur le fonctionnement du service « Recouvrement Produits Divers »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les certificats de paiement pour le compte de l'Office National des Forêts, les demandes de renseignements et accusés de réception du service Recouvrement, les états annuels des certificats reçus (D.C.7), les états de poursuites par voie de saisie à :

- Mme Jacqueline BIGEREL, contrôleur

- Mme Agnès PREBAY, contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (D.C.7) à :

- M. Luc THIEBAUT, agent de recouvrement principal

- Mme Anne Marie FOOS, agent de recouvrement principal

- Mme Martine POINSIGNON, agent de recouvrement principal

Point 18 sur le fonctionnement du service « Recouvrement défensif »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service « recouvrement défensif » le courrier courant interne au service à :

- Mme Francine KLEIN, contrôleur principal

Christian BRUNET,
trésorier-payeur général

AUTRES SERVICES

Hôpital local intercommunal 3H Santé

Décision du 16 juillet 2007 portant délégation de signature

L'attachée d'administration hospitalière assurant l'intérim de direction de l'hôpital local intercommunal 3H Santé

VU la loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment en son article L 714-12,

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de santé,

VU le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de santé,

VU le décret n° 94-392 du 18 mai 1994 modifié, relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur,

VU le décret n°95-424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94-392,

VU la circulaire interministérielle n° 95-6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,

VU l'Arrêté du Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports en date du 06 juillet 2007,

DECIDE

Art. 1^{er} :

Délégation de signature est donnée à Madame FORINI Evelyne, Adjoint des Cadres, pour signer des courriers administratifs courants, recettes, mandats, mandats d'investissement, tous courriers, les documents relatifs aux marchés de travaux, fournitures et équipements, les factures des prestations annexes

ainsi que les factures de médicaments (circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985).

Délégation de signature est donnée à Mesdames Françoise WITZ, Marie-Pierre SEIGNE, Nadine HALVICK, Aurélie KASTNER, Arlette GEHWEILER ainsi que les agents d'astreintes administratives pour signer les déclarations de décès.

Délégation de signature est donnée à Monsieur Denis ANTOINE, Mademoiselle Elisabeth POTIER, Madame Edith BONNETIER, Mademoiselle Adeline GERARD pour signer les commandes de la section d'exploitation et l'état des services faits.

Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER pour signer les factures de médicaments (circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985).

Délégation de signature est donnée à tous les responsables administratifs de chaque service pour signer les courriers afférents à leurs fonctions. En cas d'absence pour maladie, congés ou tout autre motif, un agent remplace dans la signature : « par délégation du Responsable ».

Art. 2 : La présente délégation prend effet au 16 juillet 2007. Elle sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

Cirey-Sur-Vezouze, le 16 juillet 2007 L'attachée d'administration hospitalière assurant l'intérim de direction,
I. CHANE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Direction départementale de l'équipement Service de l'urbanisme et des affaires juridiques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9293 du 7 mars 2007 autorisant la communauté de l'agglomération de Longwy à exécuter des travaux sur la commune de Mexy

Par arrêté préfectoral n° 9293 en date du 7 mars 2007, la communauté de l'agglomération de Longwy a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création des réseaux HTA et BT de la ZAC de Mexy, sur la commune de Mexy.

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

Extrait de la décision du 31 mai 2007 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant l'analyse statistique des résultats d'une action expérimentale de prévention des maladies parodontales des 30-50 ans dans trois départements

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à la réalisation d'une analyse statistique des résultats de l'action expérimentale de prévention des maladies parodontales menée auprès des ressortissants du régime agricole âgés de 30 à 50 ans dans les départements de la Manche, le Morbihan et la Vendée. Il s'agit d'une modification du dossier n°1216553 déposé à la CNIL et concernant la mise en œuvre de cette expérimentation.

La durée du traitement est de 24 mois.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont :

- données d'identification du bénéficiaire,

- NIR,

- vie professionnelle,

- données de santé,

- hygiène, habitudes de vie

Art. 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

- les caisses de MSA

- la CCMSA (données anonymisées)

- St(e)ve consultants, société de conseils en économie de la santé, sous-traitant (données anonymisées)

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Le correspondant à la protection des données à caractère personnel,
Christian FER

Bagnolet, le 31 mai 2007

Le directeur général de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité de Monsieur J. M. GERARD, Directeur Général de la Caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la Caisse ou de l'organisme de MSA ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 9 juillet 2007

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Extrait de l'acte réglementaire du 20 juin 2007 relatif à l'émission des cartes vitales 2

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé dans les caisses départementales et pluri départementales de Mutualité Sociale

Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel permettant le suivi et la gestion du recueil des photographies devant être inscrites sur les cartes vitales 2.

Ce traitement doit notamment permettre via la base caisse CARTES l'envoi des formulaires photos, la fabrication et le suivi des différentes étapes de la personnalisation des cartes vitales 2 des ressortissants de la Mutualité Sociale Agricole.

Art. 2 : Les informations à caractère personnel contenues dans le flux issu de la base caisse CARTES et destiné à l'éditique sont les suivantes :

- nom de naissance/nom d'usage
- prénom
- civilité
- date de naissance
- qualité : veuf, conjoint, conjoint séparé, concubin ou conjoint divorcé
- NIR de l'ouvrant droit
- NIR du porteur
- Identifiant photo
- adresse
- caisse et centre gestionnaire
- niveau de délégation

Les données adressées au centre éditique sont détruites immédiatement après l'impression des documents.

Art. 3 : Le centre éditique adresse ensuite les formulaires de demande de photographie aux bénéficiaires.

Le formulaire comporte :

- le prénom, nom de naissance, nom d'usage, du porteur de la carte,
 - la date de naissance du porteur de la carte,
 - le numéro d'identification du formulaire photo (distinct du NIR)
- Le bénéficiaire envoie à l'entreprise chargée de la numérisation, au moyen d'une enveloppe préadressée :
- le formulaire comportant les données d'identification (nom, prénom et date de naissance) et sa signature,
 - la photographie destinée à la carte vitale 2
 - la photocopie d'une pièce d'identité comportant une photographie.

Après réception de formulaires adressée par les assurés de la MSA ou par les Caisses de MSA, le numériseur adresse un fichier compte-rendu de numérisation à la caisse de Mutualité Sociale Agricole qui l'intègre dans sa base de données.

Le délai de conservation des données dans les bases caisse est de 3 mois après l'envoi de la carte au titulaire.

Art. 4 : Les destinataires des informations sont le centre de numérisation ainsi que les agents habilités et identifiés des caisses départementales et pluri-départementales de Mutualité Sociale Agricole.

Art. 5 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78617 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Le titulaire de la carte ne disposera que d'un délai de 2 mois pour contester les données inscrites ou contenues dans la carte.

Toutefois, le droit d'opposition ne s'exerce PAS.

Art. 6 : Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et les directeurs des caisses départementales et pluri-départementales de mutualité sociale agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Bagnolet, le 20 juin 2007 Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la Caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine auprès de son Directeur Général ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 11 juillet 2007 Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Extrait de la décision du 25 juin 2007 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant l'amélioration des pratiques médicales à destination des personnes âgées

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel ayant pour finalité d'évaluer, dans le cadre de l'amélioration des pratiques médicales à destination des personnes âgées, l'impact des ateliers du bien vieillir auprès des seniors participants à ces ateliers.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont des données relatives aux :

- données d'identification du bénéficiaire,
- la vie professionnelle,
- données de santé,
- hygiène, habitudes de vie et de comportement

Art. 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

- Les médecins référents conseils des caisses de MSA
- Le laboratoire « Santé et vieillissement » de l'université de Versailles-Saint-Quentin

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

En revanche, le droit d'accès, de rectification et d'opposition ne s'exerce pas pour les données anonymisées transmises à l'université de Versailles-Saint-Quentin

Art. 5 : Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et les directeurs des organismes de mutualité sociale agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le correspondant à la protection des données à caractère personnel,
Christian FER

Bagnolet, le 25 juin 2007 Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 24 juillet 2007 Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Extrait de la décision du 5 juillet 2007 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la consultation via Internet des droits des assurés du régime agricole à titre expérimental par les établissements hospitaliers

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Le présent traitement automatisé mis en œuvre au sein des Organismes de Mutualité Sociale Agricole a pour finalité de permettre aux établissements hospitaliers et aux professionnels de santé pratiquant le tiers-payant de consulter, par internet, des informations relatives à l'étendue des droits à l'assurance maladie du régime agricole des assurés sociaux.

Cette action expérimentale s'étend sur 4 centres hospitaliers : à l'hôpital européen Georges Pompidou de l'AP-HP, au centre hospitalier de Saint-Denis « Delafontaine », à l'hôpital de Laval en Mayenne et au centre hospitalier de Rouffach dans le Haut Rhin.

Art. 2 : Les informations à caractère personnel concernées par ce traitement sont :

- 1) des données d'identification de l'assuré
 - Nom
 - Prénom
 - Date et rang de naissance
 - NIR
 - Date des soins
- 2) des données administratives relatives aux droits en assurance maladie de l'assuré
 - droits aux prestations du bénéficiaire (durée des droits, volume)
 - référence de l'organisme d'appartenance
 - code gestion
 - existence d'une assurance accident (uniquement pour les exploitants agricoles)
 - existence d'une assurance complémentaire souscrite auprès de la MSA (droits ouverts ou non)
 - médecin traitant (oui ou non)

Ces données seront conservées durant la période d'appartenance de l'assuré au régime agricole. L'authentification des personnes habilitées est basée sur l'utilisation d'une carte de professionnel d'établissement (CPE) ou d'une carte de Professionnel de santé (CPS) munies d'un code d'accès personnel.

Art. 3 : Les informations visées à l'article 2 sont destinées aux bureaux des entrées des établissements de soins ainsi qu'aux professionnels de santé habilités à pratiquer le système du tiers payant.

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toutefois, le droit d'opposition ne s'exerce pas.

Art. 5 : Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et les directeurs des organismes de mutualité sociale agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le correspondant à la protection des données à caractère personnel,
Christian FER

Bagnolet, le 5 juillet 2007

Le directeur général de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne. Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 19 juillet 2007

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Centre hospitalier de Pont-à-Mousson

Avis de recrutement sans concours du 20 juillet 2007 dans le corps d'agent d'entretien qualifié

Un recrutement sans concours sera prochainement organisé en vue de pourvoir un poste d'agent d'entretien qualifié.

Référence : décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière et décret n° 2006-224 du 24-02-2006.

Conditions : Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée. Les candidats ne doivent pas être âgés de plus de 55 ans au 1^{er} janvier 2007, sans préjudice des dispositions légales au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics.

Réception et clôture des inscriptions : une lettre de motivation ainsi qu'un curriculum vitae adressés au Directeur doivent nous parvenir, sous pli recommandé, au Centre Hospitalier de Pont à Mousson - place Colombé - B.P. 269 - 54700 Pont à Mousson.

Seuls seront convoqués à l'entretien prévu à l'article 48 - décret 2006-224 du 24-02-2006 - les candidats préalablement retenus par la commission de sélection.

Date limite du dépôt du dossier de candidature : 2 mois à compter de la publication du présent avis.

Pont-à-Mousson, le 20 juillet 2007

Le directeur par intérim,
Stéphane MASSARD

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Avis de concours sur titres du 24 juillet 2007 en vue du recrutement de 5 préparateurs en pharmacie hospitalière

Référence : décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 5 postes de préparateur en pharmacie hospitalière au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

☞ titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,30 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY - Direction des Ressources Humaines
Unité Gestion Prévisionnelle des Emplois - Bureau n°18
Services des examens et concours
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement :

- déposé à cette même adresse contre la remise d'une attestation de dépôt ou
- adressé sous pli recommandé.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 24 juillet 2007

Pour le directeur des ressources humaines,
La directrice adjointe,
Anne-Lucie BOULANGER

Centre psychothérapique de Nancy-Laxou

Avis de concours sur titres du 4 juillet 2007 en vue du recrutement de 1 conducteur automobile de 1^{re} catégorie

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 15 septembre 2007 un concours sur titres de conducteur d'automobile de 1^{re} catégorie afin de pourvoir 1 poste :

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours et titulaires des permis B, C et D

Dispositions particulières :

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre + CV + copie des permis) doivent être adressées à :

Madame le directeur des ressources humaines
Centre psychothérapique de Nancy - BP 11010
54521 Laxou Cedex

avant le 15 septembre 2007, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 4 juillet 2007

Pour le directeur,
Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,
I. CAILLIER

Avis de concours sur titres du 4 juillet 2007 en vue du recrutement de 1 conducteur ambulancier de 2^e catégorie

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 15 septembre 2007 un concours sur titres de conducteur ambulancier de 2^{ème} catégorie afin de pourvoir 1 poste :

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours et titulaires du certificat de capacité d'ambulancier et des permis B et C ou D.

Dispositions particulières :

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre + CV + copie des permis et du CCA) doivent être adressées à :

Madame le directeur des ressources humaines
Centre psychothérapique de Nancy - BP 11010
54521 Laxou Cedex

avant le 15 septembre 2007, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 4 juillet 2007

Pour le directeur,
Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,
I. CAILLIER